



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUÉBEC

QUEBEC, SAMEDI, 22 SEPTEMBRE 1900

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

2951

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 5 septembre courant, 1900, de nommer Wilfrid Parisien, commerçant, du canton Hartwell, Bureau de Poste Cheneville, dans le comté d'Ottawa, greffier de la cour de circuit pour le comté d'Ottawa, à Cheneville.

3415

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 12 septembre 1900, d'adjoindre les personnes dont les noms suivent, à la commission de la paix des districts suivants, savoir :

District d'Ottawa.—Adélard Quesnel, Dolphis Bourgeois, Joseph Drouin, tous trois commerçants, Joseph Charles Ariste Buck, propriétaire de moulin et cultivateur, de la paroisse de Saint-André Avelin, et Léon Tessier, canton Ponsonby, (adresse postale Vernet P. O.), dans le comté d'Ottawa, James McShea, canton de Ponsonby (P. O. Brookdale), Oswald Coursolles, canton Ponsonby, (P. O. Rockway Valley), tous deux cultivateurs, comté d'Ottawa.

District de Montréal.—Morris Michaels, marchand, 1121, rue Dorchester, Montréal.

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 22nd SEPTEMBER, 1900

GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but will appear in the next subsequent number.

2952

Appointments

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 5th of September instant, 1900, to appoint Wilfrid Parisien, trader, of the township Hartwell, Cheneville Post Office, in the county of Ottawa, clerk of the circuit court for the county of Ottawa, at Cheneville.

3416

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 12th of September, 1900, to associate the persons whose names following to the commission of the peace for the following districts, to wit :

District of Ottawa.—Adélard Quesnel, Dolphis Bourgeois, Joseph Drouin, all three traders, Joseph Charles Ariste Buck, mill owner and farmer, of the parish of Saint André Avelin, and Léon Tessier, township Ponsonby, (post office, address Vernet P. O.), in the county of Ottawa, James McShea, township of Ponsonby, (P. O. Brookdale), Oswald Coursolles, township Ponsonby, (P. O. Rockway Valley), both farmer, county of Ottawa.

District of Montreal.—Morris Michaels, merchant, 1121, Dorchester street, Montreal.

District de Québec.—Charles Ross Whitehead, du village de Montmorency, comté de Montmorency, propriétaire de moulins. 3419

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 12 septembre courant 1900, de nommer l'honorable Joseph Emery Robidoux, avocat, C. R., membre du dit conseil de l'instruction publique, en remplacement de M. le docteur J. L. Leprohon, décédé. 3417.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, de révoquer la commission pour la décision sommaires des petites causes, en date du trentième jour de mars mil neuf cent, pour la paroisse de Saint-François, comté de Beauce, et de nommer par commission en date du treizième jour de septembre 1900, MM. George Caron, Jean Mathieu, Jean Fortin, Joseph Bernard fils d'Elzéar, Elzéar Bisson, Alexis Morin, Auguste Poulin, Majorique Lessard, Cyrille Paré, tous cultivateurs et Louis Veilleux, courtier, de la paroisse de Saint-François, comté de Beauce, commissaires de la dite cour. 3421

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 5 septembre 1900, d'adjoindre à la commission de la paix pour le district d'Ottawa, Samuel H. Edey, cultivateur, du township de Hull, (adresse Aylmer), David Belisle, Charles Emory Parker et Théophile Daoust, tous trois commerçants, du village de Masson; Bruno Moncion, Eméri Allair, Aldéric Bergeron et Charles Larocque, tous cultivateurs, de la paroisse de Notre-Dame du Laus, dans le comté d'Ottawa. 3437

District of Quebec.—Charles Ross Whitehead, of the village of Montmorency, county of Montmorency, mill owner. 3420

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 12th day of September instant, 1900, to appoint the Honorable Joseph Emery Robidoux, advocate, Q. C., member of the council of public instruction, to replace Dr. J. L. Leprohon, deceased. 3418

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, to revoke the commission for the summary trial of small causes, dated the thirtieth day of March, one thousand nine hundred, for the parish of Saint Francis, county of Beauce, and to appoint by commission dated the thirteenth day of September, 1900, Messrs. George Caron, Jean Mathieu, Jean Fortin, Joseph Bernard son of Elzéar, Elzéar Bisson, Alexis Morin, Auguste Poulin, Majorique Lessard, Cyrille Paré, all farmers and Louis Veilleux, broker, of the parish of Saint Francis, county of Beauce, commissioners of the said court. 3422

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 5th of September, 1900, to associate to the commission of the peace for the district of Ottawa, Samuel H. Edey, farmer, of the township of Hull, (address Aylmer), David Belisle, Charles Emory Parker and Théophile Daoust, all three traders, of the village of Masson; Bruno Moncion, Eméri Allair, Aldéric Bergeron and Charles Larocque, all farmers, of the parish of Notre Dame du Laus, in the county of Ottawa. 3438

Proclamations

Canada, }
Province de } L. A. JETTÉ.
Québec. }
(L. S.)

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.
A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } ATTENDU que pour
Proc.-Général. } la bonne administration de la justice dans le district d'Ottawa, dans Notre province de Québec, Nous avons jugé à propos d'établir une cour de circuit dans le comté d'Ottawa, dans le canton Hartwell, à Chénéville, dans le dit district ;

Et attendu que le conseil de la municipalité de Hartwell et Preston a construit l'édifice nécessaire pour la dite cour sur le lot No 11a du premier rang du canton Hartwell.

A CES CAUSES, par et de l'avis du Conseil Exécutif de notre province de Québec, Nous avons réglé et ordonné, et par les présentes réglons et ordonnons qu'une cour de circuit dans et pour le comté d'Ottawa, à Chénéville, est établie, et que la dite cour se tiendra dans l'édifice construit à cette fin sur le lot No 11a du premier rang du canton Hartwell.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre Province de Québec : TÉMOIN, Notre

Proclamations

Canada, }
Province of } L. A. JETTE.
Quebec. }
(L. S.)

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.
To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } WHEREAS for the
Atty.-General. } good administration of justice in the district of Ottawa, in Our province of Quebec, We have deemed proper to establish a circuit court, in the county of Ottawa, in the township Hartwell, at Cheneville, in the said district.

And whereas the council of the municipality of Hartwell and Preston has erected the necessary building for the said court on lot No. 11a of the first range of the township Hartwell.

NOW KNOW YE that, by and with the consent of the Executive Council of Our province of Quebec, We have ordained and enacted and by these presents, We do ordain and enact that a circuit court in and for the county of Ottawa, at Cheneville, is established, and that the said court shall be held in the building erected for that purpose on lot No. 11a of the first range of township Hartwell.

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed : WITNESS,

Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable
LOUIS A. JETTÉ, Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce HUITIÈME jour de SEPTEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent et de Notre Règne la soixante-quatrième.

Par ordre,

JOS. BOIVIN,

Assistant secrétaire de la province

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT,)
Proc.-Général.) **A**TTENDU qu'en vertu des articles 2353 et 2354 des statuts refondus de la province de Québec, il est entre autres choses décrété : " que dans tout autre district que ceux de Montréal, Trois-Rivières, Saint-François et Saint-Hyacinthe, le lieutenant-gouverneur peut, de temps à autre, fixer par proclamation, la tenue des termes de la cour de circuit pour tout comté ou district, et à chaque endroit du comté où il est tenu plus d'une cour de circuit, les époques de la tenue de ces termes, et le nombre de jours de chaque terme, qu'il peut, de la même manière, changer de temps à autre, les termes de sorte que pas moins de trois termes soient tenus par année, dans tout district ou comté, excepté dans les comtés de Gaspé et Bonaventure, où pas moins de deux termes par année doivent être tenus."

ET ATTENDU que Nous avons jugé à propos, par et avec l'avis et le consentement du Conseil Exécutif de Notre dite province, que les termes de la cour de circuit pour le comté d'Ottawa, à Chénéville, soient fixés aux vingt, vingt et un et vingt-deuxième jours des mois de janvier et mai, et aux neuvième, dixième et onzième jours du mois d'octobre chaque année.

A CES CAUSES, et sous l'autorité des statuts ci-dessus cités, Nous avons réglé et ordonné et par les présentes régions et ordonnons : que la cour de circuit pour le comté d'Ottawa, à Chénéville, sera tenue les vingtième, vingt-unième et vingt-deuxième jours des mois de janvier et mai, et les 9e, 10e et les 11e jours du mois d'octobre chaque année.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre Province de Québec : TÉMOINS, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable LOUIS A. JETTÉ, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce HUITIÈME jour de SEPTEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent, et de Notre Règne la soixante-quatrième.

Par ordre,

JOS. BOIVIN,

Assistant secrétaire de la province.

3423

Canada
Province de
Québec
[L. S.]

L. A. JETTÉ.

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui

Our Right Trusty and Well-Beloved the
Honorable LOUIS A. JETTÉ, Lieutenant-Governor of the Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this EIGHTH day of SEPTEMBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred, and in the sixty-fourth year of Our Reign.

By command,

JOS. BOIVIN,

Assistant Provincial Secretary.

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT,)
Atty.-Général.) **W**HEREAS in virtue of articles 2353 and 2354 of the revised statutes of the province of Quebec, it is among other things enacted : "that in all the districts other than those of Montreal, Three Rivers, Saint Francis and Saint Hyacinthe, the lieutenant-governor may, by proclamation from time to time, fix the date of holding the terms of the circuit court for any county or district and at each place, in any county wherein there is more than one place where a circuit court is held, the times at which such terms shall be held and the number of days of each term ; that he may, in like manner, from time to time, alter the term so that not less than three terms shall be held in every year in any district or county, except in the counties of Gaspé and Bonaventure, in which not less than two terms shall be held in each year."

AND WHEREAS We have deemed expedient, by and with the advice and consent of the Executive Council of our said province, that the term of the Circuit Court for the county of Ottawa, sitting at Chénéville, be held on the twentieth, twenty-first and twenty-second days of the months of January and May, and on the ninth, tenth and eleventh days of the month of October in each year.

NOW KNOW YE, that under the authority of the statutes above cited, We have ruled and ordained, and do hereby rule and ordain : that the Circuit Court for the county of Ottawa, sitting at Chénéville, shall be held on the twentieth, twenty-first and twenty-second days of the months of January and May, and on the 9th, 10th and 11th days of the month of October in each year.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed. WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honorable LOUIS A. JETTÉ, Lieutenant-Governor of the Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this EIGHTH day of SEPTEMBER, in the year of Our Lord one thousand nine hundred, and in the sixty-fourth year of Our Reign.

By command,

JOS. BOIVIN,

Assistant provincial secretary.

3424

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

L. A. JETTÉ.

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province, and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Pro-

devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le VINGT-CINQUIÈME jour de SEPTEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent, et à chacun de vous—SALUT.

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de Québec, se trouve convoquée pour le VINGT-CINQUIÈME jour du mois de SEPTEMBRE, mil neuf cent, auquel temps vous étiez venus et il vous éloit enjoint d'être présents en l'Assemblée de Québec :

Nous, MAINTENANT que, pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et la plus grande commodité de Nos biens-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, SAMEDI, le TROISIÈME jour du mois de NOVEMBRE prochain, et y agir comme le droit. Et à quoi vous ne devez man-
QUEL.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS AMABLE JETTÉ, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province, ce DIX-SEPTIÈME jour de SEPTEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent, et de Notre Règne la soixante-quatrième.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec.

2945

Avis du Gouvernement

No 2438.00.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS

de demande de délimitation de municipalités

Demande est faite de détacher de la municipalité de "Stukely", comté de Shoford, les lots suivants du cadastral, savoir : 1034, 785, 787, 788, 790, 786, 662 et 665, et de les annexer, pour les fins scolaires, à la municipalité de Laurenceville, dans le même comté.

Cette annexion, si elle est accordée, ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain 1901.

3429

Avis public est par le présent donné que, en vertu de "la loi corporative des compagnies à fonds social", des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la Province de Québec, en date du vingt-deux août 1900, incorporant Ernest David, comptable, Joseph Mathias Victor Mongeau, agent d'affaires, tous deux des cité et district de Montréal; Paul Vilbon Savard, avocat, de la ville de Chicoutimi, dans le district de Chicoutimi; Philéas Corriveau, avocat, des cité et district de Québec, et Cuthbert Alphonse Chénvert, avocat, de Berthier; pour les fins suivantes, savoir : faire le commerce en général et annoncer pour les marchands et hommes d'affaires en général au moyen de coupons remis aux acheteurs et remboursables par la compagnie aux con-

vince, at Our City of Québec, on the TWENTY-FIFTH day of the month of SEPTEMBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred, you and each of you—GREETING.

PROCLAMATION.

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Québec, stands prorogued to the TWENTY-FIFTH day of the month of SEPTEMBER, one thousand nine hundred, at which time, at Our City of Québec, you were held and constrained to appear :

Now KNOW YE, that for divers causes and considerations, and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought it, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Québec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on SATURDAY, the THIRD day of the month of NOVEMBER next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Québec, and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAITH HOLD.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our said Province of Québec, to be hereunto affixed. WITNESS, Our Trusty and Well-Beloved the Honorable LOUIS AMABLE JETTÉ, Lieutenant Governor of the Province of Québec.

At Our Government House, in Our City of Québec, in Our said Province, this SEVENTEENTH day of SEPTEMBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred, and in the sixty-fourth year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,

Clerk of the Crown in Chancery,
Québec.

2946

Government Notices

No. 2438.00.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE

of application to bound municipalities.

Application is made to detach from the municipality of "Stukely", county of Shoford, the following cadastral lots, to wit : 1034, 785, 787, 788, 790, 786, 662 and 665, and annex them for school purposes, to the municipality of Laurenceville, in the same county.

This annexation, if it is authorized, will come into effect only on the first of July next, 1901.

3430

Public notice is hereby given that, under "the Joint Stock Companies Incorporation Act," letters patent have been issued under the great Seal of the province of Québec, bearing date the twenty-second of August, 1900, incorporating Ernest David, accountant, Joseph Mathias Victor Mongeau, business agent, both of the city and district of Montréal; Paul Vilbon Savard, advocate, of the town of Chicoutimi, in the district of Chicoutimi; Philéas Corriveau, advocate, of the city and district of Québec, and Cuthbert Alphonse Chénvert, advocate, of Berthier, for the following purposes, namely : to carry on a general trade and to advertise for merchants and business men generally by means of coupons given to purchasers and redeemable by the company on

ditions mentionnées sur ces coupons, sous le nom de "The Merchants Advertising Company" avec un fonds social de cinquante mille piastres (\$50,000.00), divisé en cinq cents (500) actions de cent piastres (\$100), chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce dix-septième jour de septembre 1900.

JOS. BOIVIN,

3425

Assistant secrétaire de la province.

Avis public est par le présent donné que, en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social," des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du sixième jour de septembre 1900, incorporant William Price, de la cité de Québec, marchand; John Henry Conant, de Watertown, dans l'Etat de Massachusetts, marchand; William Seale, de Métis, gérant de moulin; Amos John Colston, de la cité de Québec, comptable; Paul Geoffry Owen, de Montmagny, gérant de moulin, pour les objets suivants, savoir:

Posséder et exploiter des moulins, limites à bois, quais, vaisseaux à vapeur et à voile; de faire en général le commerce de bois, d'acheter et vendre de la marchandise et faire les affaires de marchands en général; de manufacturer et fournir la lumière ainsi que le pouvoir électrique, et en faire le commerce, sous le nom de "The Metis Lumber Company", avec un fonds social de quatre-vingt-cinq mille piastres (\$85,000.00), divisé en huit cent cinquante actions (\$50) de cent piastres (\$100) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce dix-septième jour de septembre 1900.

JOS. BOIVIN,

3427

Assistant-secrétaire de la province.

Avis public est par le présent donné que, en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social," des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du dix-huitième jour de septembre 1900, incorporant Zigmund Fineberg, Hymen Cohen, Isidore Mishkin, Joshua A. Cars et Isaac Rose, tous de la cité de Montréal, pour l'objet suivant, savoir:

D'acquiescer et prendre les affaires maintenant connues comme "The American Manufacturing Co.", et de faire les affaires de manufacture et de vente de vêtements pour dames et messieurs et habillements de toute sorte, et dans ce but de posséder tout immeuble qui peut être nécessaire pour son opération, sous le nom de "The American Silk Waist Manufacturing Company", avec un fonds social de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce dix-huitième jour de septembre 1900.

JOS. BOIVIN,

3439

Assistant-secrétaire de la province.

EXAMEN POUR LE SERVICE CIVIL DE L'INDE.

DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE D'ÉTAT DU CANADA.

Ottawa, 7 septembre 1900.

Avis est donné par le présent que les règlements, etc., concernant demande d'admission à l'examen pour le service civil de l'Inde, pour 1901, sont déposés au département du secrétaire d'Etat, aux secrétariats des diverses provinces et au bureau du secrétaire particulier de Son Honneur le lieutenant-gouverneur des territoires du Nord Ouest, où les candidats pourront les consulter.

Par ordre,

R. W. SCOTT,
Secrétaire d'Etat.

3323-2

the terms set forth in these coupons by the name of "The Merchants' Advertising Company", with a total capital stock of fifty thousand dollars (\$50,000.00), divided into five hundred (500) shares of one hundred dollars (\$100.00), each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this seventeenth day of September, 1900.

JOS. BOIVIN,

3426

Assistant provincial secretary.

Public notice is hereby given that, under "the Joint Stock Companies Incorporation Act," letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the sixth day of September, 1900, incorporating William Price, of the city of Quebec, merchant; John Henry Conant, of Watertown, in the state of Massachusetts, merchant; William Seale, of Metis, mill manager; Amos John Colston, of the city of Quebec, accountant; Paul Geoffry Owen, of Montmagny, mill manager, for the following object, viz:

To own and operate mills, timber limits, wharves, steam and sailing ships; to carry on a general lumbering business, to buy and sell merchandise and carry on the business of general merchants; to manufacture deal in and supply electric light and power, under the name of "The Metis Lumber Company", with a total capital stock of eighty-five thousand dollars (\$85,000.00), divided into eight hundred and fifty shares (\$50) of one hundred dollars (\$100) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this seventeenth day of September, 1900.

JOS. BOIVIN,

3428

Assistant-Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under "the Joint Stock Companies Incorporation Act", letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the eighteenth day of September, 1900, incorporating Zigmund Fineberg, Hymen Cohen, Isidore Mishkin, Joshua A. Cars and Isaac Rose, merchants, all of the city of Montreal, for the following object, viz:

To acquire and take over the business known as The Manufacturing Company, and to carry on the business of manufacturing and selling of ladies' and gentlemen's garments and clothing of all kinds, and for this purpose to own any real estate that may be necessary for its operation, under the name of "The American Silk Waist Manufacturing Company", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred shares (100) of one hundred dollars (\$100.00) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this eighteenth day of September, 1900.

JOS. BOIVIN,

3440

Assistant provincial secretary.

EXAMINATION FOR THE CIVIL SERVICE OF INDIA.

DEPARTMENT OF THE SECRETARY OF STATE.

Ottawa, 7th September, 1900.

Notice is hereby given that the regulations, &c., governing the open competition for admission to the Indian civil service, for 1901, are filed in the department of the secretary of State, in those of secretaries of the several provinces and in the office of the private secretary of His Honor the Lieutenant Governor of the North West Territories, where they may be seen, by intending candidates.

By command,

R. W. SCOTT,
Secretary of State.

3324

No. 2367.00.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

AVIS

De demande d'annexion de lots, etc.

Demande est faite d'annexer, pour les fins scolaires, les lots suivants du premier rang de "Linrière" sud-est, comté de Beauce, savoir : Nos 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76 et 77 à la municipalité scolaire de la "paroisse" de Saint-Côme de Kennebec, dans le même comté.

Cette annexion, si elle est autorisée, ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain, 1901.

3337-2

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS
DU CONSEIL LEGISLATIF.*Relatifs aux avis de Bills Privés.*

53.—Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la Province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; l'incorporation d'une cité, ville, village ou autres municipalités, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun caucus, le changement de site d'aucun chef lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

1. Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis de péages qu'elles se proposent d'imposer, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournaient ou non, et les dimensions de ce pont-tournaient.

55.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour toute autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne

No. 1172.00.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE

Of application for annexation of lots, &c

Application is made to annex, for school purposes, the following lots of the first range of "Linrière", south east, county of Beauce, to wit : Nos. 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76 and 77 to the school municipality of the "parish" of Saint Côme de Kennebec, in the same county.

This annexation, if it is authorized, will take effect only on the 1st of July next, 1901.

3338

EXTRACTS OF RULES AND REGULATION
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL.*Relating to notices for Private Bills.*

53.—All applications for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam of slide, or other like works; the granting of a right of ferry; the construction of works for supplying gas or water; the incorporation of an individual, profession or trade, or of any joint stock company; the incorporation of a city, town, village, or other municipality; the levying of any local Assessment; the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township; the removal of the site of any county town, or of local offices; the regulation of any common; the survey of any township, line or concession, or otherwise for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter, or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community; or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the English and French languages, and in one newspaper in the English, and one newspaper in the French language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each case a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll-bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts or vessels, and mentioning also whether they intend to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

55.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage; or for amending, extending, or enacting any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public;

doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés; et s'il y a des amendements lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui ne demandent une réimpression doivent déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé; Et de plus aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été lu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la première fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur de la Chambre, déclarant qu'il n'a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 100 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphie, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à cette des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE

2947

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privés.

Nulle pétition pour un bill privé n'est reçue après l'expiration des deux premières semaines de la session. Aucun bill privé ne peut être présenté après l'expiration des trois premières semaines de la session. Aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne peut être reçu après l'expiration des quatre premières semaines de la session.

1. Toute demande de bills privés relative à des matières qui tombent dans les catégories de sujets dépendant de la législature de Québec, d'après l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un navire, canal, écluse, digue, glissoire ou autres travaux semblables; soit pour la concession d'un droit de passeur, soit pour l'incorporation d'un commerce ou métier spécial, ou d'une compagnie à fonds social; soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité; soit pour le prélèvement d'une cotisation locale; soit pour la division d'une municipalité, ou d'un comté pour des fins autres que celles de la représentation dans la législature; soit pour le changement du chef-lieu d'un comté ou le déplacement de bureaux locaux; soit pour le réarpentage d'un canton ou d'une ligne ou d'une concession de canton; soit pour concéder à un ou à

accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof; and all such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended, and, moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bills before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the Queen's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE

2948

C. L. O.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills.

No petition or any Private Bill shall be received after the first two weeks of the Session. No Private Bill shall be introduced after the first three weeks of the Session. No report of any Standing or Select Committee upon a Private Bill shall be received after the first four weeks of the Session.

All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the purview of "The British North America Act, 1867, whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike, Road, Telegraph or Telephone Line; the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company, the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality, or of any County for purposes other than the of Representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local offices; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to and individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect

des individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, ou l'autorisation de faire quoi que ce soit de nature à affecter les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; soit pour faire un amendement d'une nature semblable à un statut existant, doit être précédé d'un avis spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes être signé au nom de ceux pour qui la demande est faite et doit être publiée dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal publié en français et dans un journal publié en anglais dans le district concerné; et si il n'y a pas soit de journal publié en français, soit de journal publié en anglais dans le district, alors dans un journal publié en français ou dans un journal publié en anglais dans le district voisin.

3. Cet avis, dans chaque cas, doit être publié d'une manière continue durant une période d'au moins un mois pendant l'intervalle entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition et des exemplaires de journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au Greffier par ceux qui l'ont publié, pour être déposés au bureau du comité des ordres permanents.

Lorsqu'il s'agit d'un bill privé autorisant la construction d'un pont de péage, la ou les personnes se proposant de demander ce bill doivent, dans l'avis exigé par la règle précédente, indiquer les péages qu'elles se proposent d'exiger, l'étendue du privilège, la hauteur des arches — l'espace entre les culées ou piliers pour le passage de trains de bois et navires — et l'intention de construire ou non un pont-lévis et les dimensions de ce pont-lévis.

Toute personne demandant un bill privé lui conférant quelque privilège ou profit exclusif, ou conférant un avantage personnel ou corporatif, ou quelque amendement à un statut existant, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et déposer au même temps entre les mains du comptable de la Chambre une somme suffisante pour payer l'impression de 550 exemplaires en français et 400 exemplaires en anglais, et aussi \$2.00 par page de matière imprimée pour la traduction, et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

Ces sommes doivent être payées immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant qu'il soit examiné par le comité.

"Les bills pour incorporer les villes ne devront contenir que les dispositions dérogatoires à l'acte des clauses générales des corporations de ville, en spécifiant, dans chaque cas particulier, la clause du statut général que l'on désire éliminer et en remplaçant par une nouvelle clause celle à laquelle il sera ainsi dérogé. Les bills qui ne seront pas rédigés conformément à cette règle, seront refaits par ceux qui en demanderont la passation et réimprimés à leurs dépens, avant d'être examinés par le comité des bills privés."

the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clear and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the English and French language, and in one newspaper in the English, and in one newspaper in the French language, and in the district affected and in default of either or such newspaper in such District, then in a similar newspaper published in an adjoining District.

3. Such Notice shall be continued, in each case for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the Petition; and copies of the newspapers containing the first and last insertion of such notice shall, be sent by the parties who inserted such notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Order.

In the case of an intended application for Private Bill for the erection of a Toll-Bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the Notice prescribed by the preceding Rule, specify the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers, for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

Any person seeking to obtain any Private Bill giving any exclusive privilege or profit, or private or corporate advantage, or for any amendment to any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the session, a copy of such Bill in the English and French language, and shall at the same time deposit with the accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 400 copies in English and 550 copies in French, and also \$2 per page of printer matter for the translation and for each page per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the contractor.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not disposed in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

Such payments shall be made immediately after the second reading before the consideration of the Bill by such Committee.

Bills for the incorporation of town only shall contain such provisions as may derogate from the town corporations general clauses act, specifying in each special case the clause of the general act which is sought to be departed from, and replacing it by a new clause to be substituted for the one so departed from. Bills which are not framed according to this rule shall be re-framed by the promoters and reprinted at their expense before the Private Bills Committee passes upon such clauses.

"Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre, et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoirs électriques ou hydrauliques devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer."

"Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone et la situation des ateliers des compagnies de pouvoirs électriques et hydrauliques devront être produits devant le comité auquel ces bills seront référés, et ce comité ne pourra procéder avant leur production."

"Lorsque les bills privés sont introduits dans le but d'amender des actes existants, ces bills doivent décrire que la clause que l'on désire amender soit révoquée et remplacée par la nouvelle clause, en indiquant les amendements entre crochets."

Dans le cas où les promoteurs de ces bills ne conformeraient pas à cette disposition, le greffier en chef du bureau des bills privés doit les faire imprimer dans cette forme aux frais des promoteurs."

(a) "Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente."

(b) "Une copie certifiée de la résolution du bureau, ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés."

L. G. DESJARDINS

2949

Greffier de l'Assemblée Législative.

Demandes à la Législature

Avis est par le présent donné que le Très Révérend William Bennett Bond, L. L. D., Lord Evêque du diocèse de Montréal, et le Rév. John George Norton, D. D., recteur de la Christ Church Cathedral, l'église paroissiale de Montréal, et MM. Perceval Ridout Gault et William John Learmont, marguilliers de la dite église, et l'assemblée des paroissiens de la dite église s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session pour la passation d'un acte pour confirmer certaines conventions entre le lord évêque du diocèse de Montréal et le recteur de la Christ Church Cathedral, dans le dit diocèse, lesquelles conventions se rapportent aux droits et à la juridiction des dits évêque et recteur, et autres matières, dans la dite église, nécessaires pour faire servir la dite église comme cathédrale.

WHITE, O'HALLORAN & BUCHANAN,

Solliciteurs des dits requérants.

Montréal, 7 septembre 1900.

3331-2

Avis est par le présent donné que "The Mount Royal Cemetery Company" s'adressera à la législature de la province de Québec à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'amender et réviser les actes concernant la dite compagnie, donner à la dite compagnie le pouvoir de construire et mettre en opération un crématoire et faire des règlements pour l'administration d'icelui.

WHITE, O'HALLORAN & BUCHANAN,

Solliciteurs de la dite compagnie.

Montréal, 28 août 1900.

3193-4

All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone line shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating electric, water and power companies shall clearly specify the particular privilege conferred, with the name of the places in which they are to be exercised."

Plans showing the routes of such railways turnpike roads, telegraph or telephone lines and the positions of the works of any such electric, water and power companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon."

When Private Bills are introduced for the purpose of amending existing acts, such Bills shall enact that the clause sought to be amended be repealed, and replaced by the new clause, indicating the amendment between brackets :

In the event of the promoters not complying with this rule, the chief clerk of the private bills office shall be charged with the duty of having the bills printed in that shape at the expense of the promoters."

(a) "Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist ; shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter ; and the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee."

(b) "A certified copy of the resolution of the board or council of management approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time as the copy of the bill, in order that it may be submitted to the Private Bills Committee."

L. G. DESJARDINS,

2950

Clerk of the Legislative Assembly

Applications to the Legislature

Notice is hereby given that the Right Reverend William Bennett Bond, L. L. D., Lord Bishop of the diocese of Montreal, and the Reverend John George Norton, D. D., rector of Christ Church Cathedral, the parish church of Montreal, and Messrs Perceval Ridout Gault and William John Learmont, church wardens of the said church, and the vestry of the said church will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain the passing of an act to confirm certain agreements between the Lord Bishop of the diocese of Montreal and the rector of Christ Church Cathedral in the said diocese, which agreements have reference to the relative rights and jurisdictions of the said bishop and rector, and other matters in the said church, and are necessary for facilitating the use of the said church for cathedral purposes.

WHITE O'HALLORAN & BUCHANAN,

Solicitors for the said applicants.

Montreal, 7th September, 1900.

3332

Notice is hereby given that "The Mount Royal Cemetery Company" will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to amend and revise the acts relating to the said company, and to give the said company power to erect and operate a crematorium and to provide regulations for the management thereof.

WHITE, O'HALLORAN & BUCHANAN,

Solicitors for said company

Montreal, 28th August, 1900.

3194

Avis Divers

Province de Québec, }
District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*
No 101.

Dame Madeleine Giguère, de la ville de Fall River, Etat de Massachusett, l'un des États-Unis d'Amérique, demeurant actuellement dans la cité de Québec, épouse commune en biens de Louis Michel Pierre Odilon Plamondon, rentier, du lieu appelé Lyster, dans le canton de Nelson, comté de Mégantic, dûment autorisée à ester en justice à l'effet des présentes,
Demanderesse ;

vs.

Louis Michel Pierre Odilon Plamondon, du lieu appelé Lyster, dans le canton de Nelson, comté de Mégantic,
Défendeur.

Une action en séparation de corps et de biens a été instituée en cette cause, à Arthabaskaville, le 4 septembre 1900.

TURGEON, LACHANCE & ROY,
3413 Procureurs de la demanderesse.

District de Québec, }
No 693. } *Dans la Cour Supérieure.*

Adélina Petit, épouse commune en biens de Praxède Frédéric Juneau, cordonnier, de la cité de Québec,
Demanderesse ;

vs.

Le dit Praxède Frédéric Juneau, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause.

J. A. ROCHETTE,
Procureur de la demanderesse.
Québec, 5 septembre 1900. 3273-3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 3032.

Dame Alma Sigouin, épouse commune en biens de Cléophas Charpentier, menuisier, de la cité et du district de Montréal, et dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs.

Cléophas Charpentier, du même lieu, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, contre le défendeur.

RAOUL GUILBAULT,
Avocat de la demanderesse.
Montréal, 5 septembre 1900. 3285-3

Province de Québec, }
District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*
Marie-Anne Légaré, de la paroisse de Sainte-Anastasia de Nelson, épouse de Joseph Edgar Légaré, du même lieu, marchand,
Demanderesse ;

vs.

Le dit Joseph Edgar Légaré, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été, ce jour, intentée contre le défendeur.

J. E. METHOT,
Procureur de la demanderesse.
Arthabaskaville, 27 juillet 1900. 3249-4

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2006.

Dame Melina Cadieux, de la cité de Montréal, dans le district de Montréal, épouse commune en biens de Charles Desjardins, entrepreneur, du même lieu, a intenté, ce jour, une action en séparation de biens contre son dit mari.

BEAUDIN, CARDINAL, LORANGER
& ST GERMAIN,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 18 août 1900. 3129-5

Miscellaneous Notices

Province of Quebec, }
District of Arthabaska. } *Superior Court.*
No. 101.

Dame Madeleine Giguère, of the town of Fall River, in the State of Massachusett, one of the United States of America, now residing in the city of Quebec, wife common as to property of Louis Michel Pierre Odilon Plamondon, rentier, of the place called Lyster, in the township of Nelson, county of Megantic, duly authorized to appear in judicial proceedings for the purposes hereof,
Plaintiff ;

vs.

Louis Michel Pierre Odilon Plamondon, of the place called Lyster, in the township of Nelson, county of Megantic,
Defendant.

An action for separation from bed and board has been instituted in this cause, at Arthabaskaville, on the 4th of September, 1900.

TURGEON, LACHANCE & ROY,
3414 Attorneys for plaintiff.

District of Quebec, }
No. 693. } *In the Superior Court.*

Adélina Petit, wife common as to property of Praxède Frédéric Juneau, shoemaker, of the city of Quebec,
Plaintiff ;

vs.

The said Praxède Frédéric Juneau, Defendant.
An action for separation of property has been instituted in this cause.

J. A. ROCHETTE,
Attorney for plaintiff.
Quebec, 5th September, 1900. 3274

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 3032.

Dame Alma Sigouin, wife common as to property of Cléophas Charpentier, joiner, of the city and district of Montreal, duly authorized to ester in justice,
Plaintiff ;

vs.

Cléophas Charpentier, of the same place, Defendant.
An action in separation as to property has been instituted, this day, against the defendant.

RAOUL GUILBAULT,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 5th September, 1900. 3286

Province of Quebec, }
District of Arthabaska. } *Superior Court.*
Mary-Ann Légaré, of the parish of Sainte-Anastasia de Nelson, wife of Joseph Edgar Légaré, of same place, merchant,
Plaintiff ;

vs.

The said Joseph Edgar Légaré, Defendant.
An action in separation as to property has been, this day, instituted against defendant

J. E. METHOT,
Attorney for plaintiff.
Arthabaskaville, 27th July, 1900. 3250

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2006.

Dame Melina Cadieux, of the city of Montreal, in the district of Montreal, wife common as to property of Charles Desjardins, contractor, of the same place, has, this day, instituted an action in separation as to property against her said husband.

BEAUDIN, CARDINAL, LORANGER
& ST GERMAIN,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 18th August, 1900. 3130

Province de Québec, }
District de Bedford. } *Cour Supérieure.*
No 6664.

Dame Anastasie D'Aunais, du canton de Stukeley, dans le district de Bedford, épouse commune en biens de Trefflé Auclair, cultivateur, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, aux fins des présentes, Demanderesse ;

vs.

Le dit Trefflé Auclair, Défendeur ;

et

Moïse Fontaine et Julien Bergeron, tous deux cultivateurs, du dit canton de Stukeley.

Tiers-Saisis.

Une action en séparation de corps et de biens a été instituée en cette cause, à Sweetsburg, le 25 mai 1900.

CHS. THIBAUT,

Avocat de la demanderesse.

3159-5

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 238.

Dame Esther Lehrer, de la ville de Montréal, épouse commune en biens de Samuel Berlind, marchand, à ce, dûment autorisé, Demanderesse ;

vs.

Le dit Samuel Berlind, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée.

LAVALLEE & LAVALLEE,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 20 août 1900. 3137-5

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 178.

Dame Solomée Achin, épouse commune en biens de Gilbert Briau, cultivateur, de la paroisse de Laprairie, dans le district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs.

Le dit Gilbert Briau, du même lieu,

Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, en cette cause.

BISAILLON & BROSSARD,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 31 août 1900. 3263-3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 3030.

Dame Céline Vincelette, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Alphonse Daigneault, journalier, du même lieu, à ce, dûment autorisée, Demanderesse ;

vs.

Le dit Alphonse Daigneault, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée.

MEUNIER & MEUNIER,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 5 septembre 1900. 3281-3

Québec, }
Province de Québec. } *Cour Supérieure.*
District de Québec. }
No 2497.

Dame Zélia Plamondon, de la paroisse de Saint-Raymond Nonnat, épouse commune en biens de Charles Martel, du même lieu, à ce dûment autorisée, Demanderesse ;

vs.

Le dit Charles Martel, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause.

P. CANTIN,

Procureur de la demanderesse.

Québec, 8 août 1900. 3171-5

Province of Quebec, }
District of Bedford. } *Superior Court.*
No. 6664.

Dame Anastasie D'Aunais, of the township of Stakeley, in the district of Bedford, wife common as to property of Trefflé Auclair, of the same place, farmer, duly authorized to ester en justice, for the purpose hereof, Plaintiff ;

vs.

The said Trefflé Auclair, Defendant ;

and

Moïse Fontaine and Julien Bergeron, both of the township of Stakeley, farmers,

Garnishes.

An action in separation as to bed and board (de corps et de biens) has been instituted in this cause, at Sweetsburg, on the 25th May, 1900.

CHS. THIBAUT,

Attorney for plaintiff.

3160

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 238.

Dame Esther Lehrer, wife common as to property of Samuel Berlind, both of the city of Montreal, merchant, and duly authorized, Plaintiff ;

vs.

The said Samuel Berlind, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted.

LAVALLEE & LAVALLEE,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 20th August 1900. 3138

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 178.

Dame Solomée Achin, wife common as to property of Gilbert Briau, farmer, of the parish of Laprairie, in the district of Montreal, Plaintiff ;

vs.

The said Gilbert Briau, of the same place,

Defendant.

An action for separation as to property has been, this day, instituted in this cause.

BISAILLON & BROSSARD,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 31st August, 1900. 3264

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 3030.

Dame Céline Vincelette, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Alphonse Daigneault, laborer, of the same place, duly authorized, Plaintiff ;

vs.

The said Alphonse Daigneault, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted.

MEUNIER & MEUNIER,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 5th September, 1900. 3282

Quebec, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Quebec. }
No. 2497.

Dame Zélia Plamondon, of the parish of Saint-Raymond Nonnat, wife common as to property of Charles Martel, of the same place, duly authorized, Plaintiff ;

vs.

The said Charles Martel, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause.

P. CANTIN,

Attorney for plaintiff.

Quebec, 8th August, 1900. 3172

Québec,
Province de Québec,
District de Québec. } *Cour Supérieure*
No 2481.

Dame Jesse Row, de la paroisse de Saint-Romuald,
épouse commune en biens de Arcade Lemieux,
du même lieu, hôtelier, à ce dûment autorisée,
Demanderesse ;

vs.

Le dit Arcade Lemieux, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée
en cette cause.

P. CANTIN,
Procureur de la demanderesse.
Québec, 8 août 1900. 3173-5

Québec,
Province de Québec,
District de Québec. } *Cour Supérieure*
No 2489.

Dame Elise Couture, de la paroisse de Saint-
Romuald, épouse commune en biens de Joseph
Boulet, hôtelier et entrepreneur, du même lieu,
à ce dûment autorisée, Demanderesse ;

vs.

Le dit Joseph Boulet, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée
en cette cause.

P. CANTIN,
Procureur de la demanderesse.
Québec, 8 août 1900. 3175-5

Province de Québec,
District de Montréal. } *Cour Supérieure*
No 805.

Dame Lydia Deladurantaye, de la cité de Mont-
réal, dans le district de Montréal, épouse commune
en biens de Stanislas Rochon, briquetier, du même
lieu, à ce jour, institué une action en séparation de
biens contre son mari.

BEAUDIN, CARDINAL, LORANGER
& ST. GERMAIN,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 23 juin 1900. 3261-3

Avis public est par le présent donné que, sous un
mois après la dernière publication de cet avis dans
la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera
faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en
conseil, pour obtenir des lettres patentes, consti-
tuant les requérants et telles autres personnes qui
pourront devenir actionnaires de la compagnie pro-
posée, en corps politique et incorporé, sous le nom
de "The Gas Appliance Manufacturing Company."
Les objets pour lesquelles l'incorporation est
demandée sont :

a. De manufacturer et vendre des poêles à gaz,
fourneaux, fournaies, poêles à chauffages et autres
de même nature, et tous leurs accessoires et appa-
reils, et toutes choses en rapport avec l'emploi du
gaz comme moyens de chauffage, d'éclairage ou
pouvoir, et d'acquérir par aucun titre quelconque,
et de se servir de patentes, droits de patentes et
devis et en général toutes affaires et choses en
rapport aux dites affaires.

b. De faire en général les affaires de manufacture
et de commerce.

La principale place d'affaires de la compagnie
proposée sera dans la cité et district de Mon-
tréal.

Le fonds social sera de cinquante mille piastres
(\$50,000 00), divisé en cinq cents actions de cent
piastres (\$100 00) chacune.

5° Les noms au long, résidence et profession des
requérants sont comme suit : John Fee, machiniste ;
James Seath Smith, architecte ; James Robinson,
marchand ; Fitz James Ethelbert Browne, agent
d'immeubles ; William John Freeman, teneur de
livres, tous de la susdite cité de Montréal, et
Robert Bennett Hutcheson, notaire, et Frederick
William Hibbard, avocat, tous deux de la ville de
Westmount, dans le district de Montréal.

Québec,
Province of Québec,
District of Québec. } *Superior Court.*
No. 2481.

Dame Jesse Row, of the parish of Saint Romuald,
wife common as to property of Arcade Lemieux,
of the same place, hotel keeper, duly authorized,
Plaintiff ;

vs.

The said Arcade Lemieux, Defendant.
An action in separation as to property has been
instituted in this cause.

P. CANTIN,
Attorney for plaintiff.
Québec, 8th August, 1900. 3174

Québec,
Province of Québec,
District of Québec. } *Superior Court.*
No. 2489.

Dame Elise Couture, of the parish of Saint Romuald,
wife common as to property of Joseph Boulet,
hotel-keeper and contractor, of the same place,
duly authorized, Plaintiff ;

vs.

The said Joseph Boulet, Defendant.
An action in separation as to property has been
instituted in this cause.

P. CANTIN,
Attorney for plaintiff.
Québec, 8th August, 1900. 3176

Province of Québec,
District of Montréal. } *Superior Court.*
No 805.

Dame Lydia Deladurantaye, of the city of Mont-
real, district of Montreal, wife common as to pro-
perty of Stanislas Rochon, bricklayer, of the same
place, has, this day, sued her husband for separation
as to property.

BEAUDIN, CARDINAL, LORANGER
& ST. GERMAIN,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 23rd June, 1900. 3262

Public notice is hereby given that, within one
month after the last publication of this notice, in
the *Quebec Official Gazette*, application will be made
to His Honour the Lieutenant-Governor in council,
for letters patent, constituting the petitioners and
such other persons as may become shareholders in
the proposed company, a body corporate and politic,
under the name of "The Gas Appliance Manufac-
turing company."

The objects for which incorporation is sought
are :

a. The manufacture and sale of gas stoves, ranges,
furnaces, heaters and the like, and all their neces-
sary parts and appliances, and all things whatsoever
connected with the use of gas as a means of heating,
lighting or power, and to acquire by any title what-
soever, and employ patents, patent rights and de-
vices, and generally all matters and things incidental
to such business.

b. To do general manufacturing and trading busi-
ness.

The principal place of business of the proposed
company will be in the city and district of Mon-
tréal.

The capital stock will be fifty thousand dollars
(\$50,000.00), divided into five hundred shares of
one hundred dollars (\$100.00) each.

The names in full, and address and calling of each
of the applicants are as follows: John Fee, ma-
chinist ; James Seath Smith, architect ; James
Robinson, merchant ; Fitz James Ethelbert Browne,
real estate agent ; William John Freeman, book-
keeper, all of the city of Montreal aforesaid, and
Robert Bennett Hutcheson, notary, and Frederick
William Hibbard, advocate, both of the town of
Westmount, in the district of Montreal.

Les dits Thomas P. Shaws, John Fee, James Robinson, Fitz James E. Browne et Frederick William Hibbard seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie proposée.

HIBBARD & GLASS,

Solliciteurs des requérants.

Montréal, 10 juillet 1900.

3457

AVIS

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom corporatif de la compagnie sera "La Société Anonyme des Débats".

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée, sont :

(a) D'acheter, acquérir, détenir, posséder, avoir en jouissance, louer ou gérer toutes terres, tenements, biens fonciers, constructions, étables et maisons qu'elle jugera à propos, situés dans la province de Québec, pour l'impression, la publication et la reliure de tous journaux, revues, livres ou autres objets qui sont du ressort d'une compagnie d'imprimerie ;

(b) D'emprunter sur bons ou autrement, d'hypothéquer, aliéner ou autrement disposer des biens de la compagnie, en tout ou en partie, et en acquérir d'autres en remplacement ;

(c) D'exercer tous les pouvoirs conférés par la loi corporative des compagnies à fonds social, et ses amendements.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera en la cité de Montréal, dans la province de Québec.

4° Le montant proposé du fonds social sera de quinze mille dollars (\$15,000.00).

5° Le nombre d'actions sera de quinze cents (1500) de dix dollars (\$10.00) chacune.

6° Les noms, profession et résidence des requérants sont comme suit :

Maurice Perrault, architecte et maire de la ville de Longueuil, dans le district de Montréal ; Joseph Larin, courtier d'assurance ; Emmanuel Bourque, comptable ; Arthur Miville Déchénes, comptable ; Joseph Dupuy, courtier d'assurance, et Louis Filteau, imprimeur, ces cinq derniers de la cité et du district de Montréal, lesquels seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite société. Tous sont résidents au Canada et sujets de Sa Majesté.

DEMERS & LORIMIER,

Procureurs des requérants.

Montréal, 19 septembre 1900.

3451

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec pour obtenir des lettres patentes, sous le grand sceau, octroyant une charte d'incorporation aux requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la dite compagnie, proposée en corps politique sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom proposé de la compagnie est : "The Canada Dairy Supply Company".

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée, sont : d'acquiescer les droits d'exploitation de la société actuelle "The Canadian Dairy Supply Company", faisant affaires à Montréal, de continuer à manufacturer et vendre toutes sortes de fournitures et d'articles de laiterie pour la fabrication du beurre et du fromage, et d'acheter et vendre des beurseries et fromageries et les terrains nécessaires à cet objet.

3° L'endroit choisi pour le bureau principal des

The said Thomas P. Shaw, John Fee, James Robinson, Fitz James E. Browne and Frederick William Hibbard are to be first or provisional directors of said proposed company.

HIBBARD & GLASS,

Solicitors for applicants

Montreal, 10th July, 1900.

3458

NOTICE

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant-Governor in Council, for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of the joint stock companies' incorporation act, to incorporate the applicants and such other persons as may become shareholders of the proposed company, as a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The corporate name of the company is to be "La Société Anonyme des Débats".

2. The objects for which incorporation is sought for, are :

(a) To purchase, acquire, hold, possess, enjoy, lease or manage all lands, tenements, real estate, buildings, stables and houses that may be deemed proper, situate and being in the province of Québec, for the purpose of publishing, printing and binding of all newspapers, reviews, books and all other matters which may be obtained from a printing company ;

(b) To borrow on debentures or otherwise, to hypothecate, alienate or otherwise dispose of the properties of the company, wholly or partly, and to acquire others to replace them ;

(c) To exercise all the powers given by the joint stock companies act, and its amendments.

3. The chief place of business of the said company is to be in the city of Montreal, in the province of Québec.

4. The proposed amount of capital stock is fifteen thousand dollars (\$15,000.00).

5. The number of shares will be fifteen hundred (1500), of ten dollars (\$10.00) each.

6. The names, profession and residence of applicants are as follows :

Maurice Perrault, of the town of Longueuil, in the district of Montreal, architect ; Joseph Larin, insurance broker ; Emmanuel Bourque, accountant ; Arthur Miville Déchénes, accountant ; Joseph Dupuy, insurance broker, and Louis Filteau, printer, these five last parties of the city and district of Montreal, all of whom shall be the first or provisional directors of the said company. All residing in Canada and subjects of Her Majesty.

DEMERS & LORIMIER,

Solicitors for said applicants.

Montreal, 19th September, 1900.

3452

Notice is hereby given that application will be made to His Honor the Lieutenant Governor of the province of Québec for letters patent, under the great Seal, granting a charter of incorporation to the applicants and all others who may become shareholders in the said company, to be thereby created a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The corporate name of the proposed company is : "The Canada Dairy Supply Company".

2. The objects for which incorporation is sought, are : to purchase the business of the present partnership "The Canadian Dairy Supply Company", carrying on business at Montreal, and to carry on the business of manufacturing and selling butter and cheese factory outfits and general dairy supplies and the purchasing and selling of butter and cheese factories and sites therefor.

3. The place within the limits of the province f

affaires, dans les limites de la province de Québec, est la cité de Montréal.

4° Le montant proposé du fonds social est de cent vingt-cinq mille piastres.

5° Le nombre d'actions est de deux mille cinq cents, et le montant de chaque action est de cinquante piastres (\$50.00).

6° Le nom au long, résidence et profession de chaque requérant est :

Joseph Ward, marchand ; John Selkirk Clunie, marchand ; Joseph Désiré Plante, jur, teneur de livres ; Ward B. Bashaw, teneur de livres, tous de la cité et du district de Montréal ; et Simon Senecal, de Saint-Césaire, dans le district de Saint-Hyacinthe, commis voyageur ; lesquels seront les premiers directeurs de la dite compagnie, sont tous résidents en Canada et sujets de Sa Majesté.

TOPP & DUGGAN,
Procureurs des requérants.

Montréal, 18 septembre 1900.

3435

Avis public est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu d-s dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, constituant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie projetée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom proposé de la compagnie sera "La Compagnie de Pulpe de Péribonka."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont :

(a) D'acheter et acquérir sur la rivière Petite Péribonka, ou tout autre endroit dans le comté du Lac Saint-Jean, des pouvoirs d'eau, des limites à bois et les terrains dont elle pourra avoir besoin pour construire les moulins et écluses nécessaires à la fabrication de la pulpe (pâte de bois) ;

(b) De produire de l'électricité, faire des installations pour l'éclairage à la lumière électrique dans le district du Lac Saint-Jean, dans la province de Québec ;

(c) De construire des bateaux à vapeur et des chalands destinés au transport de ses produits sur les rivières et le Lac Saint-Jean, ainsi qu'au commerce général dans le même district ;

(d) De construire et posséder des moulins à pulpe, à scie, à farine, faire le commerce général de bois scié et équarri ainsi que de dormants de chemin de fer, construire et posséder des magasins pour faire le commerce général et posséder, vendre ou louer, ou échanger des terrains, suivant les décisions du bureau de direction ;

(e) De faire tout ce qui est nécessaire, convenable et efficace pour les susdits objets.

3° La principale place d'affaires de la susdite compagnie sera à Roberval, dans la municipalité du village de Roberval, province de Québec.

4° Le montant proposé du fonds social de la dite compagnie sera de trente mille piastres (\$30,000.00).

5° Le dit fonds social sera divisé en trois cents actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

6° Les noms, résidence et profession des requérants sont comme suit : Thomas Du Tremblay, ingénieur-mécanicien, Roberval ; Pierre A. Potvin, commis, Roberval ; Arthur Du Tremblay, marchand, Roberval ; George Du Tremblay, étudiant, Québec ; Raoul Du Tremblay, cultivateur, Sainte-Anne la Pêrade ; André E. Vallerand, marchand, Québec ; Edouard Allard, marchand, Québec ; Amédée Robitaille, M. P. P., avocat, Québec ; Charles A. Paquet, marchand, Québec ; Victor Filtéau, manufacturier, Saint-Etienne, comté de Lévis ; Joseph L. Francoeur, commis-voyageur, Saint-Roch des Aulnais ; Arthur M. Deschêne, M. P., marchand de bois, Saint-Roch des Aulnais ; Nazaire Bernatchez, gouverneur de la prison, Québec ;

Quebec, selected as its chief place of business, is the city of Montreal.

4. The proposed amount of capital stock is one hundred and twenty-five thousand dollars.

5. The number of shares is two thousand five hundred, and the amount of each share, fifty dollars (\$50.00).

6. The names in full and the address and calling of each of the applicants is :

Joseph Ward, merchant ; John Selkirk Clunie, merchant ; Joseph Désiré Plante, jr., bookkeeper ; Ward B. Bashaw, bookkeeper, all of the city and district of Montreal ; and Simon Senecal, of Saint Césaire, in the district of Saint Hyacinth, traveller ; the whole of whom are to be the first directors of the said company, and are all residents of Canada, and subjects of Her Majesty.

TOPP & DUGGAN,
Attorneys for applicants.

Montreal, 18th September, 1900.

3436

Public notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, an application will be made to His Honor the Lieutenant Governor in Council, for a charter of incorporation by letters patent in virtue of the provisions of the joint stock companies incorporation act, constituting the petitioners and such others as may become shareholders of the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned to wit :

1. The proposed name of the company is "La Compagnie de Pulpe de Péribonka".

2. The objects for which its incorporation is sought are :

(a) To buy and acquire on the river Peribonka, or anywhere else in the county of Lake Saint John, water powers, timber limits and the lands it may need for the erection of mills and dams necessary for the fabrication of wood pulp ;

(b) To produce electricity, make the installations for lighting by electric light in the district of Lake Saint John, in the province of Quebec ;

(c) To build steamboats and barge intended for the conveyance of produce on the rivers and the Lake Saint John, as well as for the general trade in the same district ;

(d) To construct and own pulp mills, saw mills, grist mills, to carry on a general trade in sawed and squared lumber as well as in railway sleepers, to build and own stores for carrying on a general trade, and to own, sell, lease or exchange lots, according to the decisions of the board of management ;

(e) To do all that is necessary, suitable and efficacious for the aforesaid objects.

3. The principal place of business of the said company will be at Roberval, in the municipality of the village of Roberval, province of Québec.

4. The proposed capital stock of the said company will be thirty thousand dollars (\$30,000.00).

5. The said stock will be divided into three hundred shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

6. The names, residence and profession of the petitioners are as follows : Thomas Du Tremblay, mechanical engineer, Roberval ; Pierre A. Potvin, clerk, Roberval ; Arthur Du Tremblay, merchant, Roberval ; George Du Tremblay, student, Québec ; Raoul Du Tremblay, farmer, Sainte Anne la Pêrade ; André E. Vallerand, merchant, Québec ; Edouard Allard, merchant, Québec ; Amédée Robitaille, M. P. P., advocate, Québec ; Charles A. Paquet, merchant, Québec ; Victor Filtéau, manufacturer, Saint Etienne, Levis Co. ; Joseph L. Francoeur, travelling agent, Saint Roch des Aulnais ; Arthur M. Deschêne, M. P., lumber merchant, Saint Roch des Aulnais ; Nazaire Bernatchez, gaoler, Québec ; Philippe Anctil, farmer, Sainte Anne Pôcniere ;

Philippe Anetil, cultivateur, Sainte-Anne Pocatière; Emile P. Hudon, cultivateur, Sainte-Anne Pocatière; Numa Bernatchez, hôtelier, Campbellton.

7° Les directeurs provisoires de la dite Compagnie de Pulpe de Péribonka, sont: Thomas Du Tremblay, président, gérant, Roberval; Pierre A. Potvin, secrétaire trésorier, Roberval; Arthur Du Tremblay, Roberval; Charles A. Paquet, Québec; Amédée Robitaille, M. P. P., Québec.

ROBITAILLE & ROY,

Procureurs des requérants.

Roberval, 4 septembre 1900.

3265-3

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, les personnes ci-après nommées s'adresseront à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir des lettres patentes, constituant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés, savoir:

1° Le nom proposé de la compagnie sera "La Compagnie électrique de Rimouski".

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée, sont de posséder et exploiter des moulins, limites à bois, quais, vaisseaux à vapeur et à voile, de fournir la lumière ainsi que le pouvoir électrique, de construire et exploiter des aqueducs, de fournir l'eau, de faire en général le commerce de bois, de fabriquer et exploiter le ciment et la brique, d'acheter et vendre de la marchandise et acquérir les immeubles nécessaires pour les fins susdites.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la ville de Saint-Germain de Rimouski, dans le district de Rimouski, province de Québec.

4° Le montant du fonds social de la compagnie sera de \$100,000.00, divisé en 10,000 actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

5° Les noms au long, résidence et profession des requérants sont comme suit: Thomas Lebel, de la ville de Fraserville, négociant, Joseph Norbert Pouliot, de la ville de Saint-Germain de Rimouski, avocat, Donat Caron, membre du parlement provincial, Arthur C. Landry, marchand, et Joseph F. Demers, médecin, ces trois derniers de la paroisse de Saint-Octave de Métis, tous sujets britanniques. Les directeurs provisoires de la dite compagnie seront les dits Thomas Lebel, Joseph Norbert Pouliot et Joseph Ferdinand Demers.

LOUIS G. DEMERS,

Procureur des requérants.

95, rue Saint-Pierre,
Québec, 30 août 1900.

3231-4

Avis public est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, les personnes ci-après mentionnées s'adresseront à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social, les constituant et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie devant être incorporée par lettres patentes en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés:

1° Le nom de la compagnie sera "The Quebec Terminal Company".

2° L'objet pour lequel l'incorporation est demandée est:

(a) Faire le commerce de grains, d'élevateurs, d'expéditeurs, d'armateurs, de propriétaires de quais et de garde-magasin.

(b) Acquérir, acheter, nolisier, posséder, maintenir, réparer et louer des barges, bateaux, bateaux à vapeur, remorqueurs à vapeur et autres vaisseaux et de les utiliser, les maintenir et les mettre en opération autant qu'il sera nécessaire pour les fins des affaires de la compagnie mentionnées dans la clause a.

Emile P. Hudon, farmer, Sainte Anne Pocatière; Numa Bernatchez, hotel keeper, Campbellton.

7. The provisional directors of the said "Compagnie de Pulpe de Péribonka", are: Thomas Du Tremblay, managing president, Roberval; Pierre A. Potvin, secretary treasurer, Roberval; Arthur Du Tremblay, Roberval; Charles A. Paquet, Quebec; Amédée Robitaille, M. P. P., Quebec.

ROBITAILLE & ROY,

Attorneys for petitioners.

Roberval, 4th September, 1900.

3366

Notice is hereby given that, within one month of the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, the persons hereinafter named will apply to His Honor the Lieutenant Governor in council, for letters patent, constituting the petitioners and such others as may become shareholders, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned, to wit:

1. The proposed name of the company will be "La Compagnie Electrique de Rimouski."

2. The objects for which incorporation is sought, are to own and work mills, timber limits, wharves, steamships and sailing vessels, to furnish electric light and power, to build and operate water works, to furnish water, to carry on a general lumber trade, to make and deal in cement and brick, to buy and sell merchandize, and to acquire the real estate necessary for the said purposes.

3. The chief place of business of the said company will be in the town of Saint Germain de Rimouski, in the district of Rimouski, province of Quebec.

4. The capital stock of the company will be \$100,000.00, divided into 10,000 shares of ten dollars (\$10.00) each.

The full names, residences and calling of the petitioners are as follows: Thomas Lebel, of the town of Fraserville, trader; Joseph Norbert Pouliot, of the town of Saint Germain de Rimouski, advocate; Donat Caron, member of the Provincial Parliament; Arthur C. Landry, merchant, and Joseph F. Demers, physician, the three latter of the parish of Saint Octave de Metis, all british subjects. The provisional directors of the said company will be the said Thomas Lebel, Joseph Norbert Pouliot and Joseph Ferdinand Demers.

LOUIS G. DEMERS,

Attorney for petitioners.

95, Saint Peter street.

Quebec, 30th August, 1900.

3232

Public notice is hereby given that within one month after the last publication hereof in the *Quebec Official Gazette*, the persons hereinafter mentioned will apply to His Honor the Lieutenant governor in council, for the granting of a charter of incorporation under the joint companies incorporation act constituting them and such others as may hereafter become shareholders in the company to be incorporated by such letters patent a body politic and corporate under the name and for the purposes hereafter mentioned:

1. The name of the company is to be "The Quebec Terminal Company."

2. The object for which incorporation, is sought is:

(a) To carry on the business of grain dealing and elevating, forwarding, shippers, wharfingers and warehousemen.

(b) To acquire purchase, charter, own, hold, repair and lease barges, boats, steamboats, steam tugs and other vessels and to utilize, maintain work and operate the same to the extent necessary for the purposes of the company's business mentioned in clause a.

(c) Construire, réparer, maintenir, acquérir, acheter, posséder, tenir, louer et mettre en opération des tramways, ligne de télégraphe et de téléphone pour les fins des dites affaires et en rapport avec icelles.

(d) Acheter, louer, ériger et posséder, autant qu'il sera nécessaire pour aucune des susdites fins, les terres, quais, jetées, docks, entrepôts, bureaux, élévateurs ou bâtisses, et autres facilités au terminus et de les vendre, louer, hypothéquer et en disposer.

(e) Construire, ou aider et souscrire à la construction, maintien et amélioration de quais, élévateurs, entrepôts, chemins, docks, entrepôts de marine et autres bâties et travaux nécessaires ou en rapport aux objets de la compagnie.

(f) Acquérir la clientèle d'aucune affaire en rapport aux objets de la compagnie.

(g) Acquérir les franchises, privilèges, droits exclusifs, lettres patentes d'inventions ou droit de patente en rapport aux affaires d'élévateurs ou aux objets de la compagnie et toute licence pour l'usage d'iceux ou en disposer.

(h) Dans le but et autant qu'il sera nécessaire pour permettre à la compagnie d'employer avantageusement les bateaux, barges, vaisseaux, etc. mentionnés dans la clause b, d'acheter, vendre, emmagasiner et faire des avances sur grain, marchandises en bois, charbon, bétail et sur les produits forestiers, agricoles ou miniers, sur commission ou autrement.

(i) Acheter et acquérir autrement d'aucune personne ou compagnie toutes affaires en entier ou en partie semblables à celles de la compagnie telle que ci-dessus mentionnées et toutes terres, propriétés, privilèges, droits de contrats ou responsabilités appartenant à icelles, et de payer le prix d'icelles en entier ou en partie comptant, ou en entier ou en partie en actions payées de la compagnie.

(j) Acquérir des actions, stock ou débetures de toute autre compagnie ayant les mêmes objets ou en partie semblables à ceux de cette compagnie tels que la considération de biens, effets et marchandises vendus par cette compagnie à telle autre compagnie semblable dans le cours ordinaire des affaires.

3° Le principal place d'affaires de la compagnie sera dans la cité de Québec, dans la province de Québec.

4° Le montant du fonds social de la compagnie sera de \$150,000.00.

5° Le nombre d'actions sera de 1500 et le montant de chaque action sera de \$100.

6° Les noms au long, résidences et professions des requérants sont comme suit : Hon. Richard Reid Dobell, de la cité de Québec, marchand ; hon. John Sharples, de la cité de Québec, marchand ; Edson J. Chamberlin, de la cité d'Ottawa, gérant de chemin de fer ; Charles J. Smith, de la cité d'Ottawa ; agent général de fret ; Andrew W. Fleck, de la cité d'Ottawa, gentilhomme.

7° Les dits hon. Richard Reid Dobell, hon. John Sharples, Edson J. Chamberlin, Charles J. Smith et Andrew W. Fleck, dont la majorité sont sujets anglais, seront les premiers directeurs de la compagnie.

W. & A. H. COOK,
Procureurs des requérants.

Rue Saint-Pierre.

Québec, 27 août 1900.

3241-5

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite au lieutenant gouverneur, conformément aux dispositions de la loi des Compagnies Minières de Québec, 63 Victoria, chapitre 33, pour obtenir des lettres patentes incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique sous le nom et dans les buts suivants, savoir :

Le nom collectif incorporé sera "The Ingolf Gold Mining Company."

Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont : d'acquérir par achat, échange ou autre-

(c) To build, repair, maintain, acquire, purchase, own, hold, lease and operate tramways, telegraph and telephone lines for the use and in connection with the business of the company.

(d) To purchase, rent, erect, hold and enjoy, so far as is necessary for any of the purposes aforesaid, such lands wharves, piers dock, warehouses, offices, elevators and other terminal facilities or buildings, and to sell, lease, mortgage and dispose of the same.

(e) To construct, or aid in and subscribe towards the construction, maintenance and improvement of wharves, elevators, warehouses, roads, docks, dock-yards and other buildings and works necessary or convenient for the purposes of the company.

(f) To acquire the good will of any business within the objects of the company.

(g) To acquire, franchises, privileges, exclusive rights, letters patent of inventions, or patent right, in connection with the elevating business or the objects of the company and any licence to use or work the same and to sell or dispose of the same.

(h) For the purpose and to the extent necessary to enable the company profitably to employ the boats, barges, vessels, etc. mentioned in clause b, to buy, sell, bond and make advances on grain, lumber merchandise, coal, live stock, and on the products of the forest, field or mine, upon commission or otherwise.

(i) To purchase or otherwise acquire from any individual or company any business wholly or in part similar to those of the company as above set forth and any lands, property privileges, rights contracts or liabilities appertaining to the same, and to pay the price thereof wholly or partly in cash, or wholly or partly in paid up shares, or in partly paid shares of the company.

(j) To acquire shares, stock or debentures in any other company having objects all together or in part similar to those of this company as the consideration for goods, wares and merchandise sold by this company to such other similar company in the ordinary course of business.

3. The chief place or business of the company is to be at the city of Québec, in the province of Québec.

4. The amount of capital stock of the company is to be \$150,000.00.

5. The number of shares is to be 1500 and be amount of each share is to be \$100.

6. The names in full and the address and calling of each of the applicants, are as follows : Hon. Richard Reid Dobell, of the city of Québec, merchant ; Hon. John Sharples, of the city of Québec, merchant ; Edson J. Chamberlin, of the city of Ottawa, railway manager ; Charles J. Smith, of the city of Ottawa, general freight agent ; Andrew W. Fleck, of the city of Ottawa, gentleman.

7. The said Hon. Richard Reid Dobell, Hon. John Sharples, Edson J. Chamberlin, Charles J. Smith and Andrew W. Fleck, the majority of whom are British subjects, are to be the first directors of the company.

W. & A. H. COOK,
Attorneys for applicants.

Saint Peter street.

Québec, 29th August, 1900.

3242

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to the Lieutenant-Governor, in accordance with the provisions of the Quebec Mining Companies, Act 63 Victoria, chapter 33, for letters patent incorporating the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, a body politic under the name and for the purposes following, namely :

The proposed corporate name to be the "Ingolf Gold Mining Company."

The purposes for which incorporation is sought are: to acquire by purchase, exchange or otherwise, lands,

ment des terres, propriétés situées dans Québec ou ailleurs, de les posséder, acheter, échanger, vendre et louer; d'acquérir d'autres terres ou en faire le commerce autrement ou en disposer au comptant ou à rentes ou pour toute autre considération, lesquelles terres devant servir dans le but d'exploiter l'or, le fer et tous autres métaux qui peuvent être trouvés dans et sur icelles, dans ce but et pour aucun autre objet de la compagnie; de faire des contrats et compromis avec aucune personne ou personnes, corps incorporé et à telles termes et conditions qui peuvent être convenus pour les fins d'exploitation des dites terres minières tel que susdit.

Acheter des machines, matériaux et appareils nécessaires pour miner, mouler, fondre et traiter autrement les minéraux trouvés sur les dites terres et les convertir en produits de commerce; employant pour cela la vapeur, pouvoirs hydrauliques, pouvoirs électriques ou aucun autre pouvoir moteur; de vendre les produits des mines dans la Puissance du Canada ou ailleurs, et en général de faire toutes autres choses requises ou en rapport aux opérations de la dite entreprise.

La principale place d'affaires de la compagnie sera dans la cité de Sherbrooke, dans la province de Québec.

Le montant proposé du fonds social sera de \$1,000,000.

Le nombre d'actions sera de 1,000,000, et le montant de chaque action sera d'une piastre (\$1.00).

Les noms au long, résidence et profession des requérants sont comme suit: Donald H. Loynachan, marchand, William Carlos Ives, avocat, tous deux de la cité de Montréal, dans la province de Québec; Rufus Henry Pope, membre du parlement, et William Ward Bailey, gérant, tous deux de la ville de Cookshire, dans le comté de Compton, dans la province de Québec; Robert Rogers, membre de l'Assemblée législative, de la ville de Portage du Rat, dans le district de Rainy River, dans la province d'Ontario.

Les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie seront:

Donald H. Loynachan, Rufus Henry Pope, William Ward Bailey, William Carlos Ives et Robert Rogers, tous résidents en Canada.

HENEKER & IVES,
Solliciteurs des requérants.

Montréal, 12 septembre 1900.

3397-2

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, les personnes ci-après nommées s'adresseront à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir des lettres patentes constituant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés:

1° Le nom proposé de la compagnie sera "Malone & Robertson, limitée."

2° Les fins pour lesquelles cette incorporation est demandée sont de former une société commerciale sous le nom de Malone & Robertson, et de faire des affaires comme manufacturiers de cadres, de moulures; importateurs et détailliers de portraits, objets d'art, miroirs, vitres à magasin et fournitures pour cadres.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal et province de Québec.

4° Le montant du fonds social de la dite compagnie sera de dix mille piastres (\$10,000.00).

5° Le nombre d'actions sera de cent parts, de cent piastres (\$100.00) chacune.

6° Les noms au long, résidence et profession des requérants sont comme suit: William George Peyton Malone, de la cité de Montréal, marchand; William Frederick Robertson, de la cité de Montréal,

mines and estates situate in Quebec or elsewhere, and the same to hold, purchase, exchange, sell or lease, and to purchase other lands or otherwise to deal with or dispose of for cash or upon rentals, or for any other consideration, and which lands are proposed to be used for the purposes of mining therefrom gold, iron and all other minerals as may be found therein or thereon, and for that purpose or for any other purposes of the company; to enter into contracts and agreements with any person or persons, body or bodies corporate and upon such terms and conditions as may be agreed upon for the purposes of mining said lands as aforesaid.

To purchase machinery, materials and plant necessary for the mining, milling, smelting and otherwise treating the minerals found in the said lands and converting them into commercial products; using therefor steam, water power, electricity or any other motive power; to sell the products of the mines in the Dominion of Canada or elsewhere, and generally to do all other things that are requisite and incidental to the carrying on of the said undertaking.

The chief place of business of the said company is to be at the city of Sherbrooke, in the province of Quebec.

The intended amount of the capital stock is \$1,000,000.

The number of the shares is to be 1,000,000, and the amount of each share is to be of the value of one dollar (\$1.00).

The names in full and the calling and addresses of each of the applicants are as follows: Donald H. Loynachan, merchant, William Carlos Ives, advocate, both of the city and district of Montreal; Rufus Henry Pope, member of Parliament, and William Ward Bailey, manager, both of the town of Cookshire, in the county of Compton, province of Quebec, and Robert Rogers, member of the legislative Assembly, of the town of Rat Portage, in the district of Rainy River, in the province of Ontario.

The first of provisional directors of the said company are to be:

Donald H. Loynachan, Rufus Henry Pope, William Ward Bailey, William Carlos Ives and Robert Rogers, all residing in Canada.

HENEKER & IVES,
Solicitors for applicants.

Montreal, 12th September, 1900.

3398

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant-Governor in Council, for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of the joint stock companies' act, incorporating the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, corporate and politic, under the name and for the purpose hereinafter mentioned:

1. The proposed corporate name of the company is Malone & Robertson, Limited.

2. The purposes within the provision of the act for which incorporation is sought are to take over the business of the commercial firm of Malone & Robertson, and to carry on the business of manufacturers of picture frames and mouldings, importers and dealers in pictures, art goods, mirror plates, sheet glass and picture frame sundries.

3. The head office of the said company will be in the city and district of Montreal, in the province of Quebec.

4. The amount of the capital stock of the said company is ten thousand dollars (\$10,000.00).

5. The number of shares is to be one hundred shares of the par value of one hundred dollars (\$100.00) each.

5. The names in full and the address and calling of each of the applicants are as follows: William George Peyton Malone, of the city of Montreal, merchant; William Frederick Robertson, of

marchand ; Francis John Phillips, de la cité de Toronto, dans la province d'Ontario, manufacturier ; Hebert Bacon Phillips, de la dite cité de Toronto, manufacturier, et John Hyde, de la cité de Montréal, comptable licencié.

7^e Les dits William George Peyton Malone, William Frederic Robertson et Francis John Phillips, seront les premiers directeurs provisoires de la dite compagnie, et sont tous résidents au Canada et sujet de Sa Majesté.

BLAIR & LAVERTY,

Procureurs des requérants.

Montréal, 13 septembre, 1900. 3395-2

COMPAGNIE DE CHEMIN DE FER LAO CHAMPLAIN ET JONCTION SAINT-LAURENT.

Avis public est par le présent donné qu'une assemblée spéciale générale des actionnaires de la susdite compagnie aura lieu à l'Hôtel Windsor, dans la cité de Montréal, le deuxième jour d'octobre prochain, à midi, dans le but de prendre en considération toute action qui peut être prise par la compagnie de chemin de fer Montréal et Atlantique, concernant le bail du chemin de fer de cette compagnie à la compagnie de chemin de fer Sud-Est, et le revenu stipulé dans le dit bail.

JAS. O'HALLORAN,

Agissant secrétaire-trésorier.

Montréal, 21 août 1900. 3183-5

Avis de Faillite

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
John Moore, Montréal, Demandeur ;

vs.

Paris, Milne & Company, Défendeurs.
Avis est par le présent donné que le 14^e jour de septembre 1900, par ordre de la cour, j'ai été nommé curateur des biens des dits faillis, qui en ont fait un abandon judiciaire complet pour le bénéfice de leurs créanciers.

Toute personne ayant des réclamations dûment attestées contre les dits défendeurs sont requis de les déposer sous un mois.

ARTHUR W. WILKS,
Curateur.

Bureau de Arthur W. Wilks,
Comptable et syndic,
33, rue Saint-Nicolas.
Montréal, 14 septembre 1900. 3411

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re Cyprien Lacroix, Failli.

Nous, soussignés, comptables, de la cité de Montréal, avons été dûment nommés curateurs conjoints aux biens du dit failli, par l'honorable juge Tait, en date du 13^e jour de septembre 1900.

Les créanciers du dit failli sont requis de produire leurs réclamations, s'ils ne l'ont déjà fait, à notre bureau, No 15, rue Saint-Jacques, dans un délai de trente jours à compter du présent avis.

F. X. BILODEAU,
A. O. CHALIFOUR,
Curateurs conjoints.

Montréal, 15 septembre 1900. 3433

Ventes par le Sherif—Arthabaska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas

the city of Montreal, merchant ; Francis John Phillips, of the city of Toronto, in the province of Ontario, manufacturer ; Hebert Bacon Phillips, of the said city of Toronto, manufacturer, and John Hyde, of the city of Montreal, chartered accountant.

7. The said William George Peyton Malone, William Frederick Robertson and Francis John Phillips, shall be the first provisional directors of the said company, and all of them are residents of Canada, and subjects of Her Majesty.

BLAIR & LAVERTY,

Attorneys for applicants.

Montreal, 13th September, 1900. 3396

LAKE CHAMPLAIN AND SAINT LAWRENCE JUNCTION RAILWAY COMPANY.

Public notice is hereby given that a special general meeting of the shareholders of the above company will be held at the Windsor Hotel, in the city of Montreal, on the second day of October next, at twelve o'clock noon, for the purpose of considering any action which may be taken by the Montreal and Atlantic Railway Company, respecting the lease of this company's railway to the South Eastern Railway Company, and the rental stipulated in said lease.

JAS. O'HALLORAN,

Acting secretary treasurer.

Montreal, 21st August, 1900. 3184

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
John Moore, Montreal, Plaintiff ;

vs.

Paris, Milne & Company, Defendants.
Notice is hereby given that on the 14th day of September, 1900, by order of this court, I was appointed curator to the estate of the said defendants, who have made a judicial abandonment of all their assets for the benefit of their creditors.

All parties having claims against said defendants are requested to file same, duly attested, within thirty days.

ARTHUR W. WILKS,
Curator.

Office of Arthur W. Wilks,
Accountant and trustee,
33, Saint Nicholas street.
Montreal, 14th September, 1900. 3412

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In re Cyprien Lacroix, Insolvent.

We, the undersigned, accountants, of the city of Montreal, have been duly appointed joint curators to above named insolvent estate by Honorable judge Tait, on the 13th day of September, 1900.

Creditors of said insolvent are requested to produce their claims at our office, if they have not already done so, No. 15, Saint James street, within thirty days from date of present notice.

F. X. BILODEAU,
A. O. CHALIFOUR,
Joint curators.

Montreal, 15th September, 1900. 3434

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure—District d'Arthabaska.*

Arthabaska, à savoir : } **JOSEPH MORINVILLE,**
 No 91. } Demandeur ; contre

CINA BARIL, Défendeur.

Comme appartenant au demandeur :

Un immeuble étant la moitié nord-est du lot numéro vingt-trois (23), du huitième rang du canton de Warwick, (moins deux arpents en superficie au chemin de front des septième et huitième rangs, vis-à-vis le moulin de Cina Baril), connu aux plan et livre de renvoi officiels pour le canton de Warwick, sous le numéro neuf cent seize (916) et contenant environ quatre-vingt-dix-huit acres en superficie—avec les bâtisses dessus construites.

Avis est par le présent donné que la vente de l'immeuble saisi dans la présente cause, qui devait avoir lieu à onze heures A. M., le douzième jour de septembre courant, à la porte de l'église de Saint-Albert de Warwick, aura lieu à MIDI, le HUITIÈME jour d'OCTOBRE prochain, au même endroit.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du Shérif, Shérif.
 Arthabaskaville, 19 septembre 1900. 3431
 [Première publication, 22 septembre 1900.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure—District d'Arthabaska.*

Arthabaska, à savoir : } **ELZEAR PIUZE,** hui-
 No 72. } sior, Demandeur ; vs

VICTOR DUFRESNE, Défendeur.

Les lots numéros onze cent trois et onze cent sept, du cadastre officiel pour le canton de Warwick—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Clothilde de Horton, le VINGT-TROISIÈME jour d'OCTOBRE prochain, à MIDI.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du Shérif, Shérif.
 Arthabaskaville, 20 septembre 1900. 3485
 [Première publication, 22 septembre 1900.]

Ventes par le Shérif—Beauce

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel qu'énoncé plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure—District de Québec.*

Beauce, à savoir : } **GEORGES DEMERS,**
 No 823. } Demandeur ; contre JO-

SEPH PARADIS, Défendeur, savoir :

Une terre située en la paroisse de Saint-Bernard, concession Saint Henri, connue et désignée sous le numéro quatre cent quatre-vingt-douze (492), du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Bernard—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Bernard, le TROISIÈME jour d'OCTOBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
 Village de Saint-Joseph, Beauce, 28 août 1900. 3195-2
 [Première publication, 1er septembre 1900.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court.—District of Arthabaska.*

Arthabaska, to wit : } **JOSEPH MORINVILLE,**
 No. 91. } Plaintiff ; against CINA

BARIL, Defendant.

As belonging to plaintiff :

A piece of land being the north east half of lot number twenty-three (23), in the eighth range of the township of Warwick, (save two arpents in superficies at front road of the seventh and eighth ranges, opposite Cina Baril's mill), known under number nine hundred and sixteen (916), of official plan and book of reference for the township of Warwick, and containing about ninety-eight acres in superficies—with the buildings thereon erected.

Notice is hereby given that the sale of immovable seized in the present cause, which were to take place at eleven o'clock A. M., on the twelfth day of September instant, at the parochial church door of Saint Albert of Warwick, will take place at NOON, on the EIGHTH day of OCTOBER next, at the same place.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's Office, Sheriff.
 Arthabaskaville, 19th September, 1900. 3431
 [First published, 22nd September, 1900.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court.—District of Arthabaska.*

Arthabaska, to wit : } **ELZEAR PIUZE,** bailiff,
 No. 72. } Plaintiff ; vs VICTOR

DUFRESNE, Defendant.

The lots of land numbers eleven hundred and three and eleven hundred and seven, of official cadastre for the township of Warwick—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Sainte Clothilde of Horton, on the TWENTY-THIRD day of OCTOBER next, at NOON.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's Office, Sheriff.
 Arthabaskaville, 20th September, 1900. 3486
 [First published, 22nd September, 1900.]

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court.—District of Quebec.*

Beauce, to wit : } **GEORGES DEMERS,** Plain-
 No. 823. } tiff ; against JOSEPH PA-

RADIS, Defendant, to wit :

A lot situate in the parish of Saint Bernard, concession Saint Henry, known and described as number four hundred and ninety-two (492), on the official plan and book of reference of the cadastre for said Saint Bernard—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Bernard, on the THIRD day of OCTOBER next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's Office, Sheriff.
 Village of Saint Joseph, Beauce, 28th August, 1900. 3196
 [First published, 1st September, 1900.]

Ventes par le Shérif—Bedford

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Province de Québec, } **N**ORBERT MOREAU,
District de Bedford. } journalier, de Nashua,
No 3196. } dans l'Etat de New Hampshire, un des Etats-Unis d'Amérique, Demandeur ;
contre les terres et tenements de JOSEPH COGNAC dit LAVELLÉ, ci-devant de la paroisse de Saint-Joseph de Chambly, district de Montréal, mais maintenant de lieux inconnus, et DAME ONESIME DEMERS, épouse séparée de biens de Joseph Cognac dit Lavellé, maintenant de Nashua, dans l'Etat de New Hampshire, un des Etats-Unis d'Amérique, mais ayant une propriété dans la province de Québec, Défendeurs.

Ce morceau de terre de forme irrégulière, formant le quart sud-est du lot numéro dix-sept, dans le neuvième rang, arpentage primitif, du canton de Sutton, dans le district de Bedford, et maintenant connu aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Sutton, sous le numéro douze cent vingt-trois (1223), et contenant 57 7/10 acres en superficie — avec bâtisses sus-érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendu comme étant en la possession des dits défendeurs *animo domini*, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-André de Sutton, dans le canton de Sutton et district de Bedford, le SIXIEME jour d'OCTOBRE prochain, à NEUF heures de l'avant-midi.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sweetsburg, 28 août 1900. 3223-2
[Première publication, 1er septembre 1900.]

Ventes par le Shérif—Chicoutimi

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS CONTRE LA DEMAN-
DERESSE.

Cour Supérieure.—District de Chicoutimi.

Chicoutimi, à savoir : } **L**A BRIQUETERIE
No 449. } d'HEBERTVILLE,
corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires en la paroisse d'Hebertville, Demanderesse ; contre JOSEPH H. BRASSARD, de Jonquière, Défendeur.

Immeuble appartenant à la demanderesse :

Un certain terrain de forme irrégulière faisant partie du lot numéro sept a (No. 7 a), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le deuxième rang ouest du canton de Labarre, d'une superficie de dix arpents, mesure anglaise, le dit terrain ayant une largeur de deux arpents parallèlement à la ligne du chemin de fer, sur deux arpents de profondeur, puis un arpent sur six de profondeur et compris dans les bornes suivantes, savoir : par le nord à la ligne du chemin de fer de Québec et du Lac Saint-Jean, en arrière au bout de la profondeur du dit rang, joignant à l'est au vendeur Louis Asselin, et à l'ouest au lot numéro huit a (No. 8 a), appartenant à Thomas Tremblay, avec le droit de faire un chemin sur le terrain du dit vendeur, à partir de la route d'Alma jusqu'au terrain sus vendu, à charge par

Sheriff's Sales—Bedford

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Province of Quebec, } **N**ORBERT MOREAU,
District of Bedford. } laborer, of Nashua,
No. 3196. } in the State of New Hampshire, one of the United States of America, Plaintiff ; against the lands and tenements of JOSEPH COGNAC dit LAVELLÉ, formerly of the parish of Saint Joseph de Chambly, district of Montreal, but now of parts unknown, and DAME ONESIME DEMERS, wife separated as to property of Joseph Cognac dit Lavellé, actually of Nashua, in the State of New Hampshire, one of the United States of America, but having property in the province of Quebec, Defendants.

That certain piece of land of irregular figure, forming the south east quarter of lot number seven-ten, in the ninth range, primitive survey, of the township of Sutton, in the district of Bedford, and now known on the official plan and book of reference of the said township of Sutton, as number twelve hundred and twenty-three (1223), and containing 57 7/10 acres in superficies—with buildings thereon erected and all appurtenances thereto belonging.

To be sold as in possession of said defendants *animo domini*, at the parish church door of Saint André de Sutton, in the township of Sutton, and district of Bedford, on the SIXTH day of OCTOBER next, at the hour of NINE of the clock in the forenoon.

CHS. S. COTTON,

Sheriff's Office, Shérif
Sweetsburg, 28th August, 1900. 3224
[First published, 1st September, 1900]

Sheriff's Sales—Chicoutimi

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS AGAINST PLAINTIFF.

Superior Court.—District of Chicoutimi.

Chicoutimi, to wit : } **L**A BRIQUETERIE
No. 449. } d'HEBERTVILLE, a
body politic and corporate, having its chief place of business in the parish of Hebertville, Plaintiff ; against JOSEPH H. BRASSARD, of Jonquière, Defendant.

Immovable property belonging to plaintiff :

A certain lot of land of irregular outline forming part of lot number seven a (No. 7 a), of the official plan and book of reference of the cadastre for the second range west of the township of Labarre, of an area of ten arpents, english measure, the said lot having a width of two arpents parallel with the line of the railway, by two arpents in depth, thence one arpent by six in depth, and comprised within the following limits, to wit : on the north by the line of the Quebec and Lake Saint John Railway, in rear by the end of the depth of the said range, on the east by the vendor Louis Asselin, and on the west by lot number eight a (No. 8 a), belonging to Thomas Tremblay with the right to make a road on the property of the said vendor, starting from the Alma road to the land above sold, subject

l'acquéreur de faire le dit chemin, l'entretenir et l'élargir s'il y a lieu—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame d'Hebertville, le DEUXIEME jour du mois d'OCTOBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

O. BOSSÉ,

Bureau du Shérif, Shérif.
Chicoutimi, 29 août 1900. 3243-2
[Première publication, 1er septembre 1900.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Québec.

Chicoutimi, à savoir : } DAME ADELE LELIE-
No 1991. } LIEVRE, épouse séparée de biens par contrat de mariage de l'honorable Louis Philippe Pelletier, de la cité de Québec, avocat et notre conseil, et le dit Louis Philippe Pelletier, pour autoriser et assister sa dite épouse, Demanderesse ; contre JEAN ou JOHNNY MOREL, de la paroisse de Saint-Henri de Taillon, comté du Lac Saint-Jean, Défendeur.

Une terre de cent acres en superficie, plus ou moins, située, avec les bâtisses, à Saint-Henri de Taillon, étant le lot numéro sept, du deuxième rang du canton Taillon, comté du Lac Saint-Jean.

Pour être vendue au bureau de la première division d'enregistrement du comté du Lac Saint-Jean, à Hébertville, le DEUXIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

O. BOSSE,

Bureau du Shérif, Shérif.
Chicoutimi, 29 août 1900. 3245-2
[Première publication, 1er septembre 1900.]

Ventes par le Shérif—Iberville

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Iberville.

Saint-Jean, à savoir : } DAME FLORENCE ELI-
No 1032. } ZABETH ROE, seigneuresse de la seigneurie de Léry, épouse contractuellement séparée quant aux biens de Alfred Elias Orr, médecin, de la cité et district de Montréal, Demanderesse ; contre ODILE LAMARRE, épouse séparée quant aux biens de Narcisse Beaulin, de la paroisse de Saint-Isidore, dans le district de Montréal, Défendeur.

Avis est par le présent donné que la vente de immeubles saisis dans la présente cause, qui devait avoir lieu à onze heures de l'avant-midi, le trente-unième jour de mai 1899, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Cyprien, dans le district d'Iberville, aura lieu à ONZE heures de l'avant-midi, le HUITIEME jour d'OCTOBRE prochain (1900), à la porte de l'église paroissiale de la dite paroisse de Saint-Cyprien.

CHAS. ARPIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Jean, 17 septembre 1900. 3449
[Première publication, 22 septembre 1900.]

Ventes par le Shérif—Joliette

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

to the charge upon the purchases of making the said road, of keeping it in repair and of closing it if need be—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Notre Dame d'Hebertville, on the SECOND day of the month of OCTOBER next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

O. BOSSÉ,

Sheriff's Office, Shérif.
Chicoutimi, 28th August, 1900. 3244
[First published, 1st September, 1900.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court—District of Quebec.

Chicoutimi, to wit : } DAME ADELE LELIE-
No. 1991. } VRE, wife separated as to property by marriage contract of the Honorable Louis Philippe Pelletier, advocate and our counsel, and the said Louis Philippe Pelletier, to assist and authorize his said wife, Plaintiff ; against JEAN or JOHNNY MOREL, of the parish of Saint Henri de Taillon, county of Lake Saint John, Defendant.

A land of one hundred acres in area, more or less, situate, with the buildings, at Saint Henri de Taillon, being lot number seven, of the second range of the township Taillon, county of the Lake Saint John.

To be sold at the office of the first registration division of the county of the Lake Saint John, at Hébertville, on the SECOND day of OCTOBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

O. BOSSÉ,

Sheriff's Office, Shérif.
Chicoutimi, 28th August, 1900. 3246
[First published, 1st September, 1900.]

Sheriff's Sales—Iberville

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court—District of Iberville.

Saint Johns, to wit : } DAME FLORENCE
No. 1032. } ELIZABETH ROE, seigneuresse of the seignury of Léry, wife separated by marriage contract as to property from Alfred Elias Orr, physician, of the city and district of Montreal, Plaintiff ; against ODILE LAMARRE, wife separated as to property from Narcisse Beaulin, of the parish of Saint Isidore, in the district of Montreal, Defendant.

Notice is hereby given that the sale of the immoveables seized in this cause, formerly announced to take place at eleven of the clock in the forenoon, on the thirty-first day of May, 1899, at the parochial church door of the parish of Saint Cyprien, in the district of Iberville, will take place at ELEVEN of the clock in the forenoon, on the EIGHTH day of OCTOBER next (1900), at the parochial church door of the parish of Saint Cyprien aforesaid.

CHAS. ARPIN,

Sheriff's Office, Shérif.
Saint Johns, 17th September, 1900. 3450
[First published, 22nd September, 1900.]

Sheriff's Sales—Joliette

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—Joliette.

Joliette, à savoir : } FRANÇOIS RIVEST, Demandeur ; vs JOSEPH CHARTIER, Défendeur.

1° Le numéro quatre cent onze (411), du cadastre de la paroisse de Saint-Paul, comté et district de Joliette, moins la partie d'icelui situé à la profondeur, contenant deux arpents un quart de front sur une profondeur de six arpents dans la ligne voisine de Edouard Perreault, et de huit arpents dans la ligne entre la dite portion réservée et celle restant au dit Joseph Chartier, dans le numéro sus-mentionné, la dite portion réservée l'étant en faveur de Narcisse Chartier, et le droit pour la portion réservée, de passage, tant à pieds qu'en voiture sur le lot No 411, appartenant au défendeur, en ouvrant et fermant les barrières sans causer aucun dommage. Le No 411, a droit de passage sur le terrain ainsi réservé.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Paul de Joliette, le DEUXIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

A. M. RIVARD,

Bureau du Shérif, Shérif.
Joliette, 27 août 1900. 3215-2
[Première publication, 1er septembre 1900.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure Joliette.

Joliette, à savoir : } ROCH THIMOLEON BEAUDOIN, notaire, Demandeur ; contre DAVIS J. TRERISE ET AL., Défendeurs.

1° Un terrain connu et désigné sous le numéro seize cent quatre-vingt-sept (1687), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Lin.

2° Un terrain connu et désigné sous le numéro seize cent quatre-vingt-douze (1692), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Lin.

3° Un terrain connu et désigné sous le numéro seize cent quatre-vingt-six (1686), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Lin.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Lin, le QUATRIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

A. M. RIVARD,

Bureau du Shérif, Shérif.
Joliette, 28 août 1900. 3213-2
[Première publication, 1er septembre 1900.]

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } JOHN FERMANDEZ, marchand de journaux, de la cité et du district de Montréal, Demandeur ; contre les terres et tenements de CYPRIEN LACROIX, entrepreneur, du même lieu.

Un lot de terre situé dans le quartier Saint-Denis, dans la cité de Montréal, portant le numéro soixante et trois (63), de la subdivision du lot numéro primitif cent quatre-vingt-dix-huit (198), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, comté d'Hochelaga, district de Montréal ; borné en front par la rue Rivard—avec une maison et autres constructions dessus érigées.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—Joliette.

Joliette, to wit : } FRANÇOIS RIVEST, Plaintiff ; vs. JOSEPH CHARTIER, Defendant.

1. Number four hundred and eleven (411), of the cadastre of the parish of Saint Paul, county and district of Joliette, less the part thereof situate in rear, containing two arpents and a quarter in front by a depth of six arpents on the line adjoining Edouard Perrault, and of eight arpents on the line between the said reserved portion and the one remaining to the said Joseph Chartier, in the number above mentioned the said portion being reserved in favor of Narcisse Chartier, and the right for the portion reserved of a passage as well on foot as driving on lot No. 411, belonging to the defendant, on opening and closing the gates without doing any damage. No. 411 has a right of passage over the lot thus reserved.

To be sold at the church door of the parish of Saint Paul de Joliette, on the SECOND day of OCTOBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

A. M. RIVARD,

Sheriff's Office, Sheriff.
Joliette, 27th August, 1900. 3216
[First published, 1st September, 1900.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—Joliette.

Joliette, to wit : } ROCH THIMOLEON BEAUDOIN, notary, Plaintiff ; against DAVIS J. TRERISE ET AL., Defendants.

1. A lot known and described as number sixteen hundred and eighty-seven (1687), of the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of Saint Lin.

2. A lot known and described as number sixteen hundred and ninety-two (1692), of the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of Saint Lin.

3. A lot known and described as number sixteen hundred and eighty-six (1686), of the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of Saint Lin.

To be sold at the church door of the parish of Saint Lin, on the FOURTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

A. M. RIVARD,

Sheriff's Office, Sheriff.
Joliette, 28th August, 1900. 3214
[First published, 1st September, 1900.]

Sheriff's Sales—Montréal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS

District of Montreal.

Montreal, to wit : } JOHN FERMANDEZ, dealer in newspapers, of the city and district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of CYPRIEN LACROIX, contractor, of the same place.

A lot of land situate in Saint Denis ward, in the city of Montreal, bearing the number sixty-three (63), on the subdivision of the primitive number lot one hundred and ninety-eight (198), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint-Louis, county of Hochelaga, district of Montreal ; bounded in front by Rivard street—with a house and other buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal,

Montréal, le VINGT-CINQUIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Montréal, 19 septembre 1900. 3445
[Première publication, 22 septembre 1900.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **LE CREDIT FONCIER**
No 1735. } **LE FRANCO-CANADIEN**,
corps politique et incorporé, ayant le principal
siège de ses affaires en la cité et le district de
Montréal, Demandeur ; contre les terres et tènements
de DAME AMELIA MAJEAU, de la cité
de Saint-Henri, dit district, épouse séparée de
biens de Henry Schawl, du même lieu, et ce der-
nier en autant que besoin est, pour autoriser sa
dite épouse aux présentes, et PIERRE RIEN-
DEAU, de la cité de Sainte-Cunégonde de Montréal,
dit district, Défendeurs.

Saisi comme appartenant à la dite défenderesse,
Amélia Majeau, l'immeuble suivant, savoir :

Un certain lot de terre sis et situé dans la cité de
Sainte-Cunégonde, portant le No 641, des plan et
livre de renvoi officiels de la municipalité de la
paroisse de Montréal ; borné en front par la rue
Richelieu (autrefois Workman), de la dite cité de
Sainte-Cunégonde—avec maisons et autres bâtisses
dessus érigées.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de
Montréal, le VINGT-SIXIEME jour d'OCTOBRE
prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Montréal, 19 septembre 1900. 3441
[Première publication, 22 septembre 1900.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **LE CREDIT FONCIER**
No 1719. } **LE FRANCO-CANADIEN**,
corps politique et incorporé, ayant le siège principal
de ses affaires, en la cité et le district de Montréal,
Demandeur ; contre les terres et tènements de
DAME AMELIA MAJEAU, de la cité de Saint-
Henri, dit district, épouse séparée de biens de
Henry Schawl, du même lieu, et ce dernier en au-
tant que besoin est, pour autoriser sa dite épouse
aux présentes, et JOSEPH RIENDEAU, de la cité
de Sainte-Cunégonde, dit district, Défendeurs.

Saisi comme appartenant à la dite défenderesse,
Amélia Majeau, l'immeuble suivant, savoir :

Un certain lot de terre sis et situé dans la cité de
Sainte-Cunégonde, comté d'Hochelaga, district de
Montréal, connu et désigné sur le plan et au livre
de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse
de Montréal, sous le numéro six cent quarante-
quatre (644) ; borné en front par la rue Richelieu—
avec maisons et autres bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de
Montréal, le VINGT-CINQUIEME jour d'OCTO-
BRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Montréal, 19 septembre 1900. 3443
[Première publication, 22 septembre 1900.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal à savoir : } **LE CREDIT FONCIER**
No 1413. } **LE FRANCO-CANADIEN**,
corps politique et incorporé, ayant le principal siège
de ses affaires en la cité et le district de Montréal,
Demandeur ; contre les terres et tènements de
EDMUND GUERIN, des cité et district de Mont-
réal, Défendeur.

Un lot de terre ou emplacement sis et situé dans
la cité de Sainte-Cunégonde de Montréal ; borné en
front par la rue Delisle, connu et désigné sur le
plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de

on the TWENTY-FIFTH day of OCTOBER next,
at TEN of the clock in the forenoon.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's office, Deputy Sheriff.
Montreal, 19th September, 1900. 3446
[First published, 22nd September, 1900.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } **LE CREDIT FONCIER**
No. 1735. } **LE FRANCO-CANADIEN**,
a body politic and corporate, having its principal
place of business in the city and district of Mon-
treal, Plaintiff ; against the lands and tenements of
DAME AMELIA MAJEAU, of the city of Saint
Henri, said district, wife separated as to property
of Henry Schawl, of the same place, and the latter
in so far as need be to authorize his said wife here-
unto, and PIERRE RIENDEAU, of the city of
Sainte-Cunégonde of Montreal, said district, De-
fendants.

Seized as belonging to the said defendant, Amelia
Majeau, the following immovable, to wit :

A lot of land situate and being in the city of
Sainte-Cunégonde, bearing the No. 641 of the official
plan and book of reference of the municipality of
the parish of Montreal ; bounded in front by Richelieu
street (formerly Workman street), of the said
city of Sainte-Cunégonde—with houses and other
buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
on the TWENTY-SIXTH day of OCTOBER next,
at ELEVEN of the clock in the forenoon.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 19th September, 1900. 3442
[First published, 22nd September, 1900.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } **LE CREDIT FONCIER**
No. 1719. } **LE FRANCO-CANADIEN**,
a body politic and corporate, having its principal
place of business in the city and district of Mon-
treal, Plaintiff ; against the lands and tenements of
DAME AMELIA MAJEAU, of the city of Saint
Henri, said district, wife separated as to property
of Henry Schawl, of the same place, and the latter
in so far as need be to authorize his said wife here-
unto, and JOSEPH RIENDEAU, of the city of
Sainte-Cunégonde of Montreal, said district, Defend-
ants.

Seized as belonging to the said defendant, Amelia
Majeau, the following immovable, to wit :

A lot of land situate and being in the city of
Sainte-Cunégonde, county of Hochelaga, district of
Montreal, known and designated on the official plan
and book of reference of the municipality of the
parish of Montreal, as number six hundred and
forty-four (644) ; bounded in front by Richelieu
street—with houses and other buildings thereon
erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
on the TWENTY-FIFTH day of OCTOBER next,
at ELEVEN of the clock in the forenoon.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's office, Deputy Sheriff.
Montreal, 19th September, 1900. 3444.
[First published, 22nd September, 1900.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } **LE CREDIT FONCIER**
No. 1413. } **LE FRANCO-CANADIEN**,
a body politic and corporate, having its principal
place of business in the city and district of Montreal,
Plaintiff ; against the lands and tenements of
EDMUND GUERIN, of the city and district of
Montreal, Defendant.

A lot or parcel of land situate and being in the
city of Sainte-Cunégonde de Montréal ; bounded in
front by Delisle street, known and described on the
official plan and book of reference of the municipa-

la paroisse de Montréal, sous le numéro cinq cent trente (No 530)—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Montréal, le CINQUIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. ARTHUR FRANCHERE.

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Montréal, 29 août 1900. 3207-2
[Première publication, 1er septembre 1900.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **D**AME STEPHANIE
No 75. } **G**ODMER, de la ville de
Maisonneuve, dans le district de Montréal, épouse
contractuellement séparée de biens de Louis Sauvé,
du même lieu, et dûment autorisé à ester en justice,
Demanderesse ; contre les terres et tènements de
LOUIS SAUVÉ, du même lieu, Défendeur.

Un terrain situé dans la ville de Maisonneuve, comté d'Hochelaga, district de Montréal—borné en front par la rue Lafontaine, d'un côté par l'avenue Jeanne D'Arc, et en arrière par une ruelle—avec trois maisons et autres dépendances dessus érigées ; composé de huit lopins de terre connus comme étant les numéros un et deux, de la subdivision du numéro deux cent vingt-quatre, de la subdivision du numéro primitif quatorze, sur le plan et au livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, un et deux de la subdivision du numéro deux cent vingt-cinq, de la subdivision du dit numéro quatorze, et un deux de la subdivision du numéro deux cent vingt-six, de la subdivision du dit numéro quatorze, et un et deux de la subdivision du numéro deux cent vingt-sept, de la subdivision du dit numéro quatorze.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATRIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Montréal, 29 Août 1900 3209-2
[Première publication, 1er septembre 1900.]

FIERI FACIAS DE TERRIS. (D)

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **F**ELIX LIBERCENT,
No 867. } boucher, des cité et district
de Montréal, Demandeur ; contre les terres et
tènements de ALPHONSE VALLEE, cultivateur,
de la paroisse de Sainte-Anne du Bout de l'Isle,
district de Montréal, et de DAME CATHERINE
BRENNAN, son épouse séparée de biens, du même
lieu, Défendeurs.

Saisis comme appartenant et en la possession des
dits défendeurs, les immeubles suivants, savoir :

1° Un lot de terre situé en la paroisse de Sainte-Anne du Bout de l'Isle, faisant partie du lot de terre connu et désigné, sous le numéro trois cent vingt-deux (322), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Anne du Bout de l'Isle, de la contenance de deux arpents et demi de front sur trente-sept arpents de profondeur, et borné comme suit : devant par le chemin public, en arrière par les terres de la Côte Sainte-Marie, d'un côté à l'est par Husmer Robillard, et de l'autre côté par Amable Vallée—avec une maison, une grange et autres bâtiments dessus érigés. A distraire de cette terre le droit de passage pour le chemin de fer Ontario et Québec.

2° Un autre lot de terre situé au même lieu, et faisant partie du même numéro, et situé entre le chemin public et le lac Saint-Louis, mesurant cent quatre-vingt pieds de front sur la profondeur qu'il y a à partir du chemin public qui le borne en front à aller au lac Saint-Louis qui le borne en profondeur ; borné d'un côté à l'ouest par Amable Vallée, et d'autre côté à l'est par M. Mudge—sans bâtisses.

lily of the parish of Montreal, as number five hundred and thirty (530)—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTH day of OCTOBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 29th August, 1900. 3208
[First published, 1st September, 1900.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } **D**AME STEPHANIE GOD-
No 75. } **M**ERIT, of the town of
Maisonneuve, in the district of Montreal, wife
separated as to property by marriage contract of
Louis Sauvé, of the same place, and duly authorized to appear in judicial proceedings, Plaintiff ;
against the lands and tenements of LOUIS SAUVÉ,
of the same place, Defendant.

A lot situate in the town of Maisonneuve, county of Hochelaga, district of Montreal ; bounded in front by Lafontaine street, on one side by Jeanne d'Arc Avenue, and in rear by a lane—with three houses and other dependencies thereon erected ; made up of eight lots of land known as being numbers one and two, of the subdivision of number two hundred and twenty-four, of the subdivision of the primitive number fourteen, on the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga, one and two of the subdivision of the number two hundred and twenty-five, of the subdivision of the said number fourteen, one and two of the subdivision of the number two hundred and twenty-six, of the subdivision of the said number fourteen, and one and two of the subdivision of the number two hundred and twenty-seven, of the subdivision of the said number fourteen.

To be sold in my office, in the city of Montreal, on the FOURTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 29th August, 1900. 3210
[First published, 1st September, 1900.]

FIERI FACIAS DE TERRIS. (D)

District of Montreal.

Montreal, to wit : } **F**ELIX LIBERCENT, but-
No 867. } cher, of the city and district
of Montreal, Plaintiff ; against the lands and
tenements of ALPHONSE VALLEE, farmer, of
the parish of Sainte Anne du Bout de l'Isle, district
of Montreal, and of DAME CATHERINE BRENNAN,
his wife separated as to property, of the same
place, Defendants.

Seized as belonging and in the possession of the
said defendants the following immovables, to wit :

1. A lot of land situate in the parish of Sainte Anne du Bout de l'Isle, forming part of the lot of land known and described as number three hundred and twenty-two (322), on the official plan and book of reference of the parish of Sainte Anne du Bout de l'Isle, containing two arpent and a half in front, by thirty-seven arpents in depth, and bounded as follows : in front by the public road, in rear by the lands of the Côte Sainte Marie, on one side to the east by Husmer Robillard, and on the other side by Amable Vallée—with a house, a barn and other buildings thereon erected. Reserving from this land the right of passage for the Ontario and Quebec Railway.

2. Another lot of land situate at the same place, and forming part of the same number, and situate between the public road and the Lake Saint Louis, measuring one hundred and eighty feet in front by the depth there may be starting from the public road which bounds it in front going to the Lake Saint Louis which bounds it in depth ; bounded on one side to the west by Amable Vallée, and on the other side to the east by M. Mudge—without buildings.

3° Un autre lot de terre situé au même lieu, faisant partie du même numéro, contenant quinze pieds de largeur sur la profondeur qu'il y a entre le chemin public et le lac Saint-Louis; borné d'un côté à l'ouest par M. Mudge, et d'autre côté par M. Binks—sans bâtisses.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATRIÈME jour d'OCTOBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Montréal, 30 août 1900. 3247-2
[Première publication, 1er septembre 1900.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **PAUL WISSMACH**, de la
No 1482. } cite de New-York, dans
l'Etat de New-York, un des Etats Unis d'Amérique,
manufacturier de verre et importateur, Demandeur ;
contre les terres et tenements de **ROBERT ED-
WARD WOOD**, peintre et peintre de verre de cou-
leur, et **JAMES DAVIES WOOD**, opérateur de
télégraphe, tous deux des cité et district de Mon-
tréal, faisant affaires ensemble comme peintres et
peintres de verre en couleur, sous les nom et raison
de Wood & Compagnie, Défendeurs.

Un lot de terre situé dans la ville de Saint-Louis,
connu comme subdivision numéro trente-huit, du
cadastre numéro treize, sur les plan et livre de ren-
voi officiels du village de la Côte Saint-Louis, le dit
lot faisant front sur la rue Beaudry—avec bâtisse
sus-érigée.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité
de Montréal, le QUATRIÈME jour d'OCTOBRE
prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Montréal, 29 août 1900. 3205-2
[Première publication, 1er septembre 1900.]

Ventes par le Shérif—Ottawa.

A VIS PUBLIC est par le présent donné que
les TERRES et HERITAGES sous-mention-
nés ont été saisis et seront vendus aux temps et
lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

*Court de Circuit, Comté d'Ottawa—siégeant à
Papineauville.*

Ottawa, à savoir : } **DAME HENRIETTE BOU-**
No 15. } **RASSA**, épouse séparée
quant au biens de Hector Chauvin, avocat, du
village de Monte Bello, comté et district d'Ottawa,
Demanderesse ; contre **ALFRED BARNES**, culti-
vateur, de la paroisse de Sainte-Angélique, comté
et district d'Ottawa, Défendeur, savoir :

Une terre sise et située en la paroisse de Sainte-
Angélique, dans le district d'Ottawa, composée des
lots numéros quatre cent quatre-vingt-dix-huit A
(498 A) et quatre cent quatre-vingt-dix-huit B
(498 B), des plan et livre de renvoi officiels pour la
dite paroisse de Sainte-Angélique, de la contenance
de quatre-vingt-dix-sept arpents en superficie, plus
ou moins—avec une maison, grange et autres bâtisses
en bois y érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale
de la paroisse de Sainte-Angélique, dans le district
d'Ottawa, le DEUXIÈME jour d'OCTOBRE pro-
chain, à DIX heures de l'avant-midi.

GRONDIN & WRIGHT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Hull, 27 août 1900. 3251-2
[Première publication, 1er septembre 1900.]

3. Another lot of land situate at the same place,
forming part of the same number, containing fifteen
feet in width by the depth there may be between
the public road and the Lake Saint Louis; bounded
on one side to the west by M. Mudge, and on the
other side by M. Binks—without buildings.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
on the FOURTH day of OCTOBER next, at TWO
o'clock in the afternoon.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 30th August, 1900. 3248
[First published, 1st September, 1900.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } **PAUL WISSMACH**, of the
No. 1482. } city of New York, in the
State of New York, one of the United States of
America, glass manufacturer and importer, Plain-
tiff; against the lands and tenements of **ROBERT
EDWARD WOOD**, painter and glass stainer, and
JAMES DAVIES WOOD, telegraph operator,
both of the city and district of Montreal, doing
business together as painters and glass stainers,
under the firm, name and style of "Wood & Com-
pany", Defendants.

A lot of land situate in the town of Saint Louis,
known as subdivision number thirty-eight, of cadas-
tral number thirteen, on the official plan and book
of reference of the village of Côte Saint-Louis, said
lot fronting on Beaudry street—with the building
thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
on the FOURTH day of OCTOBER next, at
ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 29th August, 1900. 3206
[First published, 1st September, 1900.]

Sheriff's Sales—Ottawa.

PUBLICNOTICE is hereby given that the ar-
dermentioned LANDS and TENEMENTS have
been seized, and will be sold at the respective time
and places mentioned below

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Circuit Court County of Ottawa—Sitting at Papi-
neauville.*

Ottawa, to wit : } **DAME HENRIETTE BOU-**
No 15. } **RASSA**, wife separate as
to property of Hector Chauvin, advocate, of the
village of Monte Bello, in the county and district of
Ottawa, Plaintiff; against **ALFRED BARNES**,
farmer, of the parish of Sainte Angélique, in the
county and district of Ottawa, Defendant, to wit :

A certain land situate, lying and being in the
parish of Sainte Angélique, in the district of Ot-
tawa, composed of lots numbers four hundred and
ninety-eight A (498 A), and four hundred and ninety-
eight B (498 B), according to the official plan and
book of reference of the said parish of Sainte An-
gélique, containing ninety-seven acres in superficies,
be the same more or less—together with dwelling
house, barn and other wooden buildings thereon
erected.

To be sold at the parochial church door of the
parish of Sainte Angélique, in the district of
Ottawa, on the SECOND day of OCTOBER next,
at TEN of the clock in the forenoon.

GRONDIN & WRIGHT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Hull, 27th August, 1900. 3252
[First published, 1st September, 1900.]

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **D**ANS une certaine cause No 482. } dans laquelle **GEORGES BEAUCAGE**, de la paroisse de Saint-Alban, entrepreneur, est Demandeur ; et la **CORPORATION DE LA PAROISSE DE SAINTE-ANNE DE LA PERADE**, corporation légale, ayant son bureau d'affaires en la paroisse de Sainte-Anne de la Péraide, Défenderesse. La dite corporation de la paroisse de Sainte-Anne de la Péraide contre le dit Georges Beaucage, à savoir :

Le No 63 (soixante-trois), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Alban, comté de Portneuf, étant une terre située en le quatrième rang de la seigneurie de Lachevrotière—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Alban, comté de Portneuf, le **VINGT-TROISIEME** jour d'**OCTOBRE** prochain, à **DIX** heures du matin. Le dit br.f rapportable suivant la loi.

CHS. A. ERN. GAGNON.

Bureau du Shérif, Shérif
Québec, 19 septembre 1900. 3447
[Première publication, 22 septembre 1900.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **S**TUART HUNTER DUNN, No 669. } de Québec, marchand, en sa qualité d'exécuteur testamentaire, dûment nommé en justice, de feu Logie Henry Dunn, en son vivant de Québec ; contre **FELIX GOURDEAU**, ci-devant de Québec et maintenant de lieux inconnus, et **NAPOLEON GOURDEAU**, de Québec, tanneur, faisant ci-devant affaires à Québec, en société, comme tanneurs, sous le nom de "Félix Gourdeau & Frère", conjointement et solidairement, à savoir :

Le lot No 720 (sept cent vingt), du cadastre officiel du quartier Saint-Roch, de la cité de Québec, étant un lot de terrain situé rue Saint-Dominique, en la dite cité—avec la tannerie dessus construite et dépendances, et les machines, arbres de couche (shafts), courroies, cuves, tables, ustensiles servant à l'exploitation de la dite tannerie et qui y ont été placés pour son exploitation par les propriétaires d'icelle.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le **DIXIEME** jour d'**OCTOBRE** prochain, à **DIX** heures du matin.

CHS. A. ERN. GAGNON.

Bureau du Shérif, Shérif
Québec, 6 septembre 1900. 3293-2
[Première publication, 8 septembre 1900.]

Ventes par le Shérif—St-François

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour de Circuit pour le district d'Arthabaska.
Saint-François, à savoir : } **L**OUIS ISRAEL No 315. } **LFRECHETTE**, Demandeur ; contre **GEDEON COTÉ**, Défendeur.

Un lopin de terre situé dans le canton de Wolfestown, dans le comté de Wolfe, district de Saint-François, connu et désigné aux plan du cadastre et

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : } **I**N a suit wherein **GEORGES** No. 482. } **BEAUCAGE**, of the parish of Saint Alban, contractor, is Plaintiff ; and the **CORPORATION OF THE PARISH OF SAINTE ANNE DE LA PERADE**, a body politic and corporate, having its chief place of business in the parish of Sainte Anne de la Péraide, Defendant. The said corporation of the parish of Sainte Anne de la Péraide against the said Georges Beaucage, to wit :

No. 63 (sixty-three), of the official cadastre of the parish of Saint Alban, county of Portneuf, being a land situate in the fourth range of the seigniorie of Lachevrotière—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Alban, county of Portneuf, on the **TWENTY-THIRD** day of **OCTOBER** next, at **TEN** o'clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

CHS. A. ERN. GAGNON.

Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, 19th September, 1900: 3448
[First published, 22nd September, 1900.]

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : } **S**TUART HUNTER DUNN, No. 669. } of Québec, merchant, in his quality of testamentary executor duly appointed by law to the late Logie Henry Dunn, in his lifetime of Québec ; against **FELIX GOURDEAU**, formerly of Québec, and now of parts unknown, and **NAPOLEON GOURDEAU**, of Québec, tanners, and heretofore carrying on business at Québec, in partnership, as tanners, under the firm of "Félix Gourdeau & Frère", jointly and severally, to wit :

Lot No. 720 (seven hundred and twenty), of the official cadastre of Saint Roch's ward, of the city of Québec, being a lot of land situate on Saint Dominique street, in the said city—with the tannery thereon erected and dependencies, and the machinery, shafts, belts, tubs, tables, utensils used for running the said tannery, and which have been put there for operating it, by the proprietors thereof.

To be sold at my office, in the city of Québec, on the **TENTH** day of **OCTOBER** next, at **TEN** of the clock in the forenoon.

CHS. A. ERN. GAGNON.

Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, 6th September, 1900. 3294
[First published, 8th September, 1900.]

Sheriff's Sales—St. Francis

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Circuit Court for the district of Arthabaska.
Saint Francis, to wit : } **L**OUIS ISRAEL No. 315. } **LFRECHETTE**, Plaintiff ; against **GEDEON COTÉ**, Defendant.

A lot of land situate in the township of Wolfestown, in the county of Wolfe, district of Saint Francis, known and described on the official plan

livre de renvoi officiels du dit canton de Wolfeston, sous le numéro quinze D. (No 15 D.), du quatrième rang, de la contenance de quatre acres et 50/100 d'un acre en superficie—avec une bâtisse autrefois en usage pour un moulin à scie et un moulin à farine ; ainsi que les dalles, chaussée et pourvoir d'eau, avec circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Julien de Wolfestown, le VINGT-TROISIÈME jour d'OCTOBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

HENRY AYLMEY,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sherbrooke, 20 septembre 1900. 3467
[Première publication, 22 septembre 1900.]

and book of reference of the said township of Wolfestown, as number fifteen D (No. 15 D), of the fourth range, containing four acres and 50/100 of an acre in area—with a house formerly used as a saw mill and grist mill ; also the spouts, dam and water power, with circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Julien of Wolfestown, on the TWENTY-THIRD day of OCTOBER next, and TWO of the clock in the afternoon

HENRY AYLMEY,

Sheriff's Office, Shérif.
Sherbrooke, 20th September, 1900. 3468
[First published, 22nd September, 1900.]

Avis du Gouvernement

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les ventes, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

Canton Parent.

17e rang.

Lot 40, à Edouard Turcotte.
Lots 46 et 47, à Jos. Ed. Ménard.

Canton Pelletier.

1er rang.

Lot 44, à Ls Harvey.
Lot 45, à Isaïe Simard.
Lot 46, à Jos. Turcot.
Lot 48, à Luc Turcot.
Lot 57, à Jos. Maltais.
Lot 58, à Elie Debiens.
Lots 59 et 60, à Johnny Turcotte.

Canton Albanel.

1er rang.

Lot 19, à Jos. Villeneuve, jr.
Lots 20 et 21, à Thimoth. Kenna.
Lot 18, du rang B, à Jos. Villeneuve.

Canton Dolbeau.

10e rang.

Lot 6, Zéph. Dionne.

Lot 7, Isaïe Lavoie.
Lot 10, Ed. Turcot.
Lot 12, P. Duchêne.
Lot 14, Ernest Tremblay.
Lot 15, Mgr. C. Marquis.

Canton Dufferin.

1er rang.

Lot 1, à Vict. Chateaufort.
Lot 2, à Geo. P. Chateaufort.
Lot 3, à Geo. Chateaufort.
Lot 4, à J. A. Grenier.
Lots 6 et 7, à E. H. Tremblay.
Lots 8 et 9, à F. X. Delisle.
Lots 10 et 11, à A. W. L. Letellier.
Lot 14, à Dom. Têtu.
Lot 16, à Nap. Guay.
Lots 17 et 18, à E. Ménard et J. H. Cummins.
Lots 19, 20 et 21, à J. B. Voyer et Simon Cimon.

Canton Hamilton.

Lot 1, du 8e rang, à Stanis. Babin.
½ E., du lot 2, du 6e rang, à Alexis Bujol.

Canton Cox.

½ E., du lot 16, du 4e rang O., à Jas. H. Flower.

Canton Demers.

Lot 18, du 4e rang, à Odilon Dubé.

Canton Taillon.

Lots 25 et 26, du 7e rang, à Thim. Bédard.

Government Notice

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Township Parent.

17th range.

Lot 40, to Edouard Turcotte.
Lots 46 and 47, to Jos. Ed. Ménard.

Township Pelletier.

1st range.

Lot 44, to Ls Harvey.
Lot 45, to Isaïe Simard.
Lot 46, to Jos. Turcot.
Lot 48, to Luc Turcot.
Lot 57, to Jos. Maltais.
Lot 58, to Elie Debiens.
Lots 59 et 60, to Johnny Turcotte.

Township Albanel.

1st range.

Lot 19, to Jos. Villeneuve, jr.
Lots 20 and 21, to Thimoth. Kenna.
Lot 18, du rang B, to Jos. Villeneuve.

Township Dolbeau.

10th range.

Lot 6, to Zéph. Dionne
Lot 7, to Isaïe Lavoie.
Lot 10, to Ed. Turcot.
Lot 12, to P. Duchêne.
Lot 14, to Ernest Tremblay.
Lot 15, Mgr C. Marquis.

Township Dufferin.

1st range.

Lot 1, to Vict. Chateaufort.
Lot 2, to Geo. P. Chateaufort.
Lot 3, to Geo. Chateaufort.
Lot 4, to J. A. Grenier.
Lots 6 and 7, to E. H. Tremblay.
Lots 8 and 9, to F. X. Delisle.
Lots 10 and 11, to A. W. L. Letellier.
Lot 14, to Dom. Têtu.
Lot 16, to Nap. Guay.
Lots 17 and 18, to E. Ménard and J. H. Cummins.
Lots 19, 20 and 21, to J. B. Voyer and Simon Cimon.

Township Hamilton.

Lot 1, of 8th range, to Stanis. Babin.
E. ½, of lot 2, of 6th range, to Alexis Bujol.

Township Cox.

E. ½, of lot 16, of 4th range W., to Jas. H. Flower.

Township Demers.

Lot 18, of 4th range, to Odilon Dubé.

Township Taillon.

Lots 25 and 26, of 7th range, to Thim. Bédard.

Canton Dalmas.
Lot 65, du 2e rang, à Geo. Lindsay.
3e rang.

Lot 66, à Thim. C. Donohue.
Lots 67, 68, 69, à Thim. Bédard.

Canton Normandin.
3e rang.

Lot 6, à L. de Gonzague Defoy.
Lot 11, à Allyre Letellier.
Lot 14, à Dom. Têtu.
Lot 15, à Eliza Clairmont, veuve Louis Bourget.
Lot 21, à Flavien Coulombe.
Lot 22, à Edm. Savard.
Lot 23, à Jos. Boivin.
Lot 24, à Xavier Savard.

E. E. TACHE,
Assistant-commissaire.

Département des Terres,
Forêts et Pêcheries.
Québec, 22 septembre 1900.

3477

Avis public est par le présent donné que, en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social", des lettres patentes supplémentaires ont été émises aujourd'hui sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du quinzième jour de septembre 1900, par lesquelles le fonds social de la compagnie "The Montreal Transfer Company" est diminué à trois cents piastres (\$300.00).

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce dix huitième jour de septembre 1900.

JOS. BOIVIN,
3479 Assistant-secrétaire de la province.

Avis public est par le présent donné que, en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social", des lettres patentes ont été émises sous le grand sceau de la province de Québec, en date du dix-huitième jour de septembre (1900), incorporant George James Adams, banquier; Harlow Hulbert Hutchins, agent; Edward William Bonham, comptable; William Bell, marchand; Michael Charles Foley, journaliste, et Robert Gould, agent d'immeubles, tous de Montréal, tous sujets britanniques, pour les fins suivantes:

De donner les taux financiers, fournir des rapports, imprimer et publier les livres de renseignements ou périodiques qui peuvent être nécessaires; entreprendre la collection de comptes, rentes, administration et vente d'immeubles et agir comme agents d'assurance, comme comptables et liquidateurs d'affaires de faillite; prêter de l'argent sur hypothèque et autres garanties en son propre nom ou comme courtiers; acheter et vendre des lettres de change et autres billets négociables, et de payer les intérêts sur les balances déposées entre ses mains; mettre en opération des compagnies à fonds social, tenir les livres et conserver les minutes d'icelles; mettre en opération et faire les affaires d'emmagasinage; acquérir et posséder les immeubles nécessaires pour conduire les affaires ci-dessus mentionnées, et de faire toutes autres affaires de même nature et en rapport aux susdits objets mentionnés plus haut, sous le nom de "The Legal and Financial Exchange," avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce dix-neuvième jour de septembre 1900.

JOS. BOIVIN,
3475 Assistant-secrétaire de la province.

DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE.

Québec, 21 septembre 1900.

La "Republic Consolidated Gold Mining Company" de Spokane, Spokane county, Washington, U. S., a été autorisée à vendre ou autrement aliéner dans la province de Québec, ses actions, stock, certificats d'actions, débentures et autres valeurs.

La principale place d'affaires dans la province est à Montréal.

Township Da'mas.
ot 65, of 2nd range, to Geo. Lindsay.
3rd range.

Lot 66, to Thim. C. Donohue.
Lots 67, 68, 69, to Tim Bédard.

Township Normandin.
3rd range.

Lot 6, to Ls. de Gonzague Defoy.
Lot 11, to Allyre Letellier.
Lot 14, to Dom. Têtu.
Lot 15, to Eliza Clairmont, widow Louis Bourget.
Lot 21, to Flavien Coulombe.
Lot 22, to Edm. Savard.
Lot 23, to Jos. Boivin.
Lot 24, to Xavier Savard.

E. E. TACHE,
Assistant commissioner.

Department of Lands,
Forests and Fisheries.
Quebec, 22nd September, 1900.

3478

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies Incorporation Act", supplementary letters patent have been issued, this day, under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the fifteenth day of September, 1900, by which the capital stock of the company, "The Montreal Transfer Company" is diminished to three hundred dollars (\$300.00.)

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this eighteenth day of September, 1900.

JOS. BOIVIN,
3480 Assistant provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the joint stock companies' incorporation act, letters patent have been issued under the great seal of the province of Quebec, bearing date the eighteenth day of September, (1900), incorporating George James Adams, banker; Harlow Hulbert Hutchins, agent; Edward William Bonham, accountant; William Bell, merchant; Michael Charles Foley, journalist, and Robert Gould, real estate agent, all of Montreal, all of whom are british subjects, for the following purposes:

To give financial ratings and furnish reports, and to print and publish such books of reference or periodicals that may be necessary; to undertake the collection of accounts, rents, administration and sale of real estate and to act as insurance agents; to act as accountants and liquidators of insolvent estates; to lend money on mortgage and other securities, on its own behalf or as brokers; to buy and sell bills of exchange and other negotiable instruments, and to pay interest on the balance deposited with it; to float joint stock companies and keep the books and minutes thereof; to operate and carry on a business of warehousing; to acquire and hold such real estate as may be necessary in the conduct of its business as above recited, and to do any other business of a like nature incidental to those above enumerated, under the name of "The Legal and Financial Exchange", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred shares (200) of one hundred dollars (\$100.00) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this nineteenth day of September, 1900.

JOS. BOIVIN,
3476 Assistant provincial secretary.

PROVINCIAL SECRETARY'S DEPARTMENT.

Quebec, 21st September, 1900.

The "Republic Consolidated Gold Mining Company," of Spokane, Spokane county, Washington, U. S., has been authorized to sell or otherwise alienate in the province of Quebec, its shares, stock, stock certificates, debentures and other securities. The head office in the province is at Montreal.

Son agent principal aux fins de recevoir les assignations ou procédures exercées contre elle est M. John C. Paterson, de la cité de Montréal.

JOS. BOIVIN,
3495 Assistant-secrétaire de la province.

Its chief agent for the purpose of receiving service in proceedings against it is Mr. John C. Paterson, of the city of Montreal.

JOS. BOIVIN,
2496 Assistant provincial secretary.

Avis Divers

Province de Québec, }
District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*
Dame Célaire Bisson, épouse de Philippe Turcotte, charbon, du township d'Inverness,
Demanderesse ;

vs.

Le dit Philippe Turcotte, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été, ce jour, intentée contre le défendeur en cette cause.

J. E. MILLIOT,
Procureur de la demanderesse.
Arthabaskaville, 12 juillet 1900. 3489

Avis est par le présent donné que dans le cours d'un mois à compter de la dernière publication de cet avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, les personnes ci-après dénommées s'adresseront à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil pour obtenir des lettres patentes les constituants, et telles autres personnes qui pourront devenir plus tard actionnaires de la dite compagnie, en corps politique et corporation, en vertu de la section deuxième, chapitre troisième, titre onzième des Statuts Refondus de la province de Québec, de la constitution en corporation des compagnies à fonds social, sous le nom et pour les fins ci-après mentionnés :

1° Le nom corporatif de la compagnie est le suivant : "La Compagnie d'Imprimerie de Montmagny".

2° L'incorporation est requise pour les fins suivantes, savoir : publier un journal et exploiter une imprimerie.

3° Le siège principal de la dite compagnie est et sera dans la ville de Montmagny, district de Montmagny.

4° Le montant projeté du capital-actions est de \$3,000.00.

5° Le capital-actions sera divisé en 300 actions de \$10.00 chacune.

6° Les requérants sont les personnes suivantes : Albert Bender, avocat, Maurice Rousseau, avocat, G. Narcisse Tremblay, médecin, Timoléus Vallée, rentier, Octave Beaubien, cultivateur, tous cinq de la ville de Montmagny, district de Montmagny ; Joseph V. Côté, médecin, Hilaire Michaud, teneur de livres, tous deux de la paroisse du Cap Saint-Ignace, district de Montmagny ; Napoléon Dusseault, marchand, Louis Michel Moreau, médecin, Honoré Dionne, courtier, tous trois de la paroisse de l'Islet, district de Montmagny ; les huit premiers seront les directeurs provisoires.

MAURICE ROUSSEAU,
Procureur des requérants.
Montmagny, 19 septembre 1900. 3487

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Joliette. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de Edmond Woden, Saint-Ambroise de Kildare,
Failli.

Avis est par le présent donné, qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire sur le produit des biens meubles, et qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé sur le produit des biens immeubles, lesquels dividendes seront payables à notre bureau,

Miscellaneous Notices

Province of Quebec, }
District of Arthabaska. } *Superior Court.*
Dame Célaire Bisson, wife of Philippe Turcotte, carriagemaker, of the township of Inverness,
Plaintiff ;

vs.

The said Philippe Turcotte, Defendant.
An action in separation as to properties has been instituted against defendant, this day.

J. E. MILLIOT,
Attorney for plaintiff.
Arthabaskaville, 12th July, 1900 3490

Notice is hereby given that, within one month from the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, the persons hereinafter named will apply to His Honor the Lieutenant Governor in council, for letters patent, constituting them and such others as may become shareholders, a body politic and corporate in virtue of section second, chapter third, title eleventh, of the revised Statutes of the province of Quebec, "Joint Stock Companies' Incorporation Act," under the name and for the purposes hereinafter mentioned, to wit :

1. The corporate name of the company is the following : "La Compagnie d'Imprimerie de Montmagny."

2. The incorporation is sought for the following purposes, to wit : To publish and conduct a newspaper.

3. The principal business place of the said company is and will be in the town of Montmagny, district of Montmagny.

4. The proposed amount of the capital stock is \$3,000.00.

5. The stock will be divided into 300 shares of \$10.00 each.

6. The petitioners are the following parties: Albert Bender, advocate, Maurice Rousseau, advocate, G. Narcisse Tremblay, physician, Timoléus Vallée, rentier, Octave Beaubien, farmer, all five of the town of Montmagny, district of Montmagny ; Joseph V. Côté, physician, Hilaire Michaud, book-keeper, both of the parish of Cap Saint-Ignace, district of Montmagny ; Napoléon Dusseault, merchant, Louis Michel Moreau, physician, Honoré Dionne, broker, all three of the parish of L'Islet, district of Montmagny ; the first eight will be the interim directors.

MAURICE ROUSSEAU,
Attorney for petitioners,
Montmagny, 19th September, 1900. 3488

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Joliette. } *Superior Court.*
In the matter of Edmond Woden, Saint-Ambroise de Kildare,
Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared upon the proceeds of goods and chattels in this matter, and that a first and final dividend sheet has been prepared upon the proceeds of real estate in this matter, which dividends will be payable at our office, No. 1709,

No 1709 rue Notre-Dame, Montréal, le ou après le 9^e jour d'octobre 1900.

Toute contestation des dits dividendes devra être produite avant la dite date.

A. LAMARCHE,
M. BENOIT,
Curateurs-conjoints.

Bureau de Lamarche & Benoit,
No 1709, rue Notre-Dame, Montréal.
Montréal, 22 septembre 1900. 3463

Dans l'affaire de James H. Howard, commerçant,
de Montréal, Failli.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé et sera sujet à objection jusqu'à lundi, le 8 octobre 1900, après laquelle date les dividendes seront payables.

JOHN HYDE,
Curateur.
Montréal, 20 septembre 1900. 3493

Province de Québec, }
District de Québec. } Cour Supérieure.

Dans l'affaire de Dame veuve Frs Dumas, Québec,
Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 9 octobre 1900, après laquelle date ce dividende sera payable à mon bureau.

V. E. PARADIS,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 20 septembre 1900. 3481

Province de Québec, }
District du Saguenay. }

Dans l'affaire de Elzéar Grenier, Malbaie,
Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 8 octobre 1900, après laquelle date ce dividende sera payable à mon bureau.

V. E. PARADIS,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie du Richelieu.
Québec, 19 septembre 1900. 3455

Province de Québec, }
District de Québec. } Cour Supérieure.

Dans l'affaire de Michaud & Gauvin, Québec,
Insolvables.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un ordre de la cour, en date du 14 septembre 1900, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

V. E. PARADIS,
Curateur.

Bureau : 44 rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 19 septembre 1900. 3453

Province de Québec, }
District des Trois-Rivières. } Cour Supérieure.
No 63.

P. E. Fugère et al., Demandeurs ;
vs.

Ths. L. Girard et al., Défendeurs.

Avis est par le présent donné que Thomas L. Girard & Louis Duperré, tous deux commerçants, de Shawenegan, et y faisant affaires en société sous le nom de "T. L. Girard & Cie", ont fait cession de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure de ce district, le quinze septembre courant.

P. E. FUGERE,
Gardien provisoire.

Trois-Rivières, 17 septembre 1900. 3461

Notre Dame street, Montreal, on or after the 9th of October, 1900.

Any contestation to the said dividends must be filed before the said date.

A. LAMARCHE,
M. BENOIT,
Joint curators.

Office of Lamarche & Benoit,
No. 1709, Notre Dame street, Montreal.
Montreal, 22nd September, 1900. 3464

In the matter of James H. Howard, of Montreal, trader, Insolvent.

A first and final dividend has been declared, open to objection until Monday, the 8th October, 1900, after which date dividends will be payable.

JOHN HYDE,
Curator.
Montreal, 20th September, 1900. 3494

Province of Quebec, }
District of Quebec. } Superior Court.

In the matter of Mrs. widow Frs Dumas, Quebec, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until the 9th of October, 1900, after which date dividend will be payable at my office.

V. E. PARADIS,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu and Ontario Nav. Co. Building.
Québec, 20 h September 1900. 3482

Province of Quebec, }
District of Saguenay. }

In the matter of the Elzéar Grenier, Murray Bay, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 8th October, 1900, after which date this dividend will be payable at my office.

V. E. PARADIS,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 19th September, 1900. 3456

Province of Quebec, }
District of Quebec. } Superior Court.

In the matter of Michaud & Gauvin, Quebec, Insolvents.

Notice is hereby given that in virtue of an order of the court, dated 14th September, 1900, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

V. E. PARADIS,
Curator.

Office : 44 Dalhousie street,
Richelieu & Ontario Nav. Co. Building.
Quebec, 19th September, 1900. 3454

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } Superior Court.
No. 63

P. E. Fugère et al., Plaintiffs ;
vs.

Ths. L. Girard et al., Defendants.

Notice is hereby given that Thomas L. Girard and Louis Duperré, both traders, of Shawenegan, and there carrying on business under the style and firm of "T. L. Girard & Cie", have, on the fifteenth day of September instant, made a judicial abandonment of their property for the benefit of their creditors, at the protonotary's office of the superior court for this district.

P. E. FUGERE,
Provisional guardian.

Three Rivers, 17th September, 1900. 3462

Province de Québec, }
District of Beauharnois. } *Cour Supérieure.*
No 108.

Geo. Gardiner, Demandeur ;
Thomas Figsby, commerçant, du village d'Emmingford, Défendeur.

Avis est par le présent donné, que nous, John Hyde, comptable licencié, de la cité de Montréal et Robert Ellerton, agent d'assurance du village d'Emmingford, avons été, par jugement de l'honorable M. le juge Bélanger, nommés curateurs aux biens du dit Thomas Figsby, le tout tel que pourvu par la loi.

Les créanciers du dit Thomas Figsby sont par le présent notifiés de produire leurs réclamations sous un délai de trente jours.

JOHN HYDE,
ROBT. ELLERTON,
Curateurs-conjoints.

Bureau de John Hyde,
Comptable licencié et syndic,
Guardian Assurance Chambers,
181, rue Saint-Jacques
Montréal, 13 septembre 1900.

3491

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure*

Dans l'affaire de Charles A. Liffiton & Coy, Montréal, P. Q., Faillis.

Avis est par le présent donné que les faillis ci haut nommés ont, le 17^e jour de septembre 1900, fait un abandon judiciaire complet de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Montréal, suivant la loi.

F. W. SHARP,
Gardien provisoire.

Bureau de P. S. Ross & Fils,
1766, rue Notre-Dame.
Montréal, 19 septembre 1900.

3473

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de "The Edward O'Brien Co.", de Montréal, Faillie.

Un premier et dernier bordereau de dividendes, des réclamations privilégiées seulement, a été préparé, sujet à objection au bureau du soussigné, jusqu'à lundi, le 8^e jour d'octobre 1900, après laquelle date le dividende sera payé.

A. W. STEVENSON,
Bank of Toronto Chambers, Curateur.
rue Saint-Jacques.
Montréal, 19 septembre 1900.

3471

Dans l'affaire de Leclerc & Frère, Québec, Faillis.

Avis est par le présent donné qu'un deuxième et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au 8 octobre 1900, après laquelle date ce dividende sera payable à mon bureau.

GEO. DARVEAU,
Curateur.

Bureau : 244 rue Saint Joseph,
Québec, 22 septembre 1900.

3483

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Charles Champoux, Demandeur ;

vs

Alex. D. McGillis, Défendeur, failli.

Avis est par le présent donné que le 12^e jour de septembre 1900, par ordre de la cour, le soussigné a été nommé curateur aux biens du dit failli, qui en a fait un abandon judiciaire complet pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations assermentées doivent être déposées devant moi, sous un mois de cette date.

C. A. McDONNELL,
Bureau de C. A. McDonnell, Curateur.
180, rue Saint-Jacques.
Montréal, 19 septembre 1900.

3469

Province of Quebec, }
District of Beauharnois. } *Superior Court.*
No. 108.

Geo. Gardiner, Plaintiff ;
Thomas Figsby, of the village of Hemmingford, Defendant.

Notice is hereby given, that we, John Hyde, chartered accountant, of the city of Montreal and Robert Ellerton, of the village of Hemmingford, insurance agent, were, by judgment of Hon. Mr. Justice Bélanger, appointed curators to the property of the said Thomas Figsby, the whole as by law provided.

The creditors of the said Thomas Figsby are hereby notified to file their claims within a delay of thirty days.

JOHN HYDE,
ROBT. ELLERTON,
Joint curators.

Office of John Hyde,
Chartered accountant and trustee,
Guardian Assurance Chambers,
181, Saint James street.
Montreal, 13th September, 1900.

3492

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of Charles A. Liffiton & Coy., Montreal, P. Q., Insolvents.

Notice is hereby given that the above named insolvent company has, on the 17th day of September, 1900, made a judicial abandonment of their property for the benefit of their creditors, in the office of the prothonotary of the superior court for the district of Montreal, according to law.

F. W. SHARP,
Provisional guardian.

Office of P. S. Ross & Sons,
1766, Notre Dame street.
Montreal, 19th September, 1900.

3474

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of The Edward O'Brien Co., of Montreal, Insolvent.

A first and final dividend sheet, on privileged claims only, has been prepared, open to objection at the office of the undersigned, until Monday, the 8th day of October, 1900, after which dividend will be paid.

A. W. STEVENSON,
Bank of Toronto Chambers, Curator.
Saint James street.
Montreal, 19th September, 1900.

3472

In the matter of Leclerc & Frère, Quebec, Insolvents.

Notice is hereby given that a second and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be subject to contestation until the 8th day of October, 1900, after which dividend will be payable at my office.

GEO. DARVEAU,
Curator.

Office : 244, Saint Joseph street,
Quebec, 22nd September, 1900

3484

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

Charles Champoux, Plaintiff ;

vs

Alex. D. McGillis, Defendant, Insolvent.

Notice is hereby given that on the 12th day of September, 1900, by an order of the court, the undersigned was appointed curator to the property of the said insolvent, who has made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed with me within thirty days of this notice.

C. A. McDONNELL,
Office of C. A. McDonnell, Curator.
180, Saint James street.
Montreal, 19th September, 1900.

3470

Vente d'immeuble en vertu des Actes concernant la Faillite.

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 918.

Dame Malvina Laurin et *vir*, Demandeurs ;

Pierre Laurin, père, et *al*, Défendeurs.

Avis est par le présent donné que la vente de l'immeuble suivant, savoir :

"Un emplacement ayant front sur la rue Logan, au coin de la rue Panet, en la cité de Montréal, contenant quarante et un pieds de front sur cinquante-trois pieds de profondeur, le tout mesure anglaise, et plus ou moins—avec une maison en bois et briques et autres dépendances dessus construites ; le dit emplacement faisant partie du lot de terre connu et désigné sous le No 780, sur le plan et au livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie, de la cité de Montréal ; icelle partie de lot bornée en front par la dite rue Logan, et en profondeur par une autre partie du dit lot No 781, d'un côté par la rue Panet, et de l'autre côté par le lot No 791, sur le dit plan," qui devait être vendu par licitation dans la présente cause, le vingtième jour de juin dernier devant la dite cour supérieure, cour tenant, dans la salle d'audience, en la cour de pratique, chambre 31, au palais de justice, à Montréal, aura lieu le DIXIEME jour d'OCTOBRE prochain, 1900, à DIX heures ET DEMIE du matin, au même endroit, à la folle enchère de l'adjudicataire et vu l'ordonnance de ce jour, il sera exigé un dépôt de \$400.00 de chaque enchérisseur lors de son enchère.

A. DESJARDINS,

Avocat et procureur des demandeurs.

Montréal, 10 septembre 1900. 3459

In tex de la Gazette Officielle de Québec, No. 38

ANNEXION DE MUNICIPALITÉ : — Demande d' : — Divers lots de Limière à Saint-Côme de Kennébec, comté de Beauce, 1796 ; Divers lots de Stukely à Lawrenceville, comté de Shefford, 1794.

ANNONCEURS : — Avis aux : — Concernant avis, etc., 1791.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE SPÉCIALE DE LA : — Lake Champlain and Saint Lawrence Junction Railway Coy, 1808.

AUTORISÉE A VENDRE SES ACTIONS : — Republic Consolidated Gold Mining Company, 1818.

BILLS PRIVÉS, P. Q. : — Avis au sujet des : — Assemblée législative, 1797 ; Conseil législatif, 1796.

DEMANDES A LA LÉGISLATURE : — Christ church Cathedral, 1799 ; Mount Royal Cemetery Coy, 1799.

EXAMEN POUR LE SERVICE CIVIL DE L'INDE, 1795.

FAILLIS : — Dme Dumas, 1820 ; Figsby, 1821 ; Girard et al, 1820 ; Grenier, 1820 ; Howard, 1820 ; Lacroix, 1808 ; Leclerc & frère, 1821 ; Liffiton & Co, 1821 ; McGillis, 1821 ; Michaud & Gauvin, 1820 ; Paris et al, 1808 ; The Edward O'Brien Co, 1821 ; Wodon, 1819.

LETTRES PATENTES, DEMANDE DE : — Canada Dairy Supply Coy, 1803 ; Ingolf Gold Mining Coy, 1806 ; La Cie de Pulpe de Péribonka, 1804 ; La Cie d'imprimerie de Montmagny, 1819 ; La Cie Electrique de Rimouski, 1805 ; La Société Anonyme des Débats, 1803 ; Malone & Robertson, 1807 ; The Gas Appliance Manu-

Sale of Real Estate under Insolvents Acts.

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 918.

Dame Malvina Laurin et *vir*, Plaintiffs ;

Pierre Laurin, père, et *al*, Defendants ;

Notice is hereby given that the sale of the following immovable, to wit :

"A piece of ground facing on Logan, corner Panet, in the city of Montreal, containing forty-one feet in front by fifty three feet in depth, the whole english measure, and more or less—with a brick and wooden house and other dependencies thereon erected ; the said piece of ground partaking the lot of land known and designated under the number 780, on the plan and book of official record of Saint Mary's ward, of the city of Montreal ; said part of lot bound in front by the said Logan street, and in depth by another part of the lot No. 781, on one side by Panet street, and from the other side by the lot No. 791, on the said plan," which was to be sold by auction in the present cause, on the twentieth day of June last before the said superior court, sitting court, in the audience room, in the practise court, room 31, at the court house, at Montreal, will take place on the TENTH of OCTOBER next (1900), at HALF PAST TEN in the morning, at the same place, à la folle enchère, of the adjudicataire and according to the ordonnance of this day, a deposit of \$400.00 will be required from each bidder at the time of his bidding.

A. DESJARDINS,

Attorney of the plaintiffs.

Montreal, 19th September, 1900. 3460

Index of the Quebec Official Gazette, No. 38

MUNICIPALITIES ANNEXED : — Application for : — Several lots of Limière to Saint Côme de Kennébec, county of Beauce, 1796 ; Several lots of Stukely to Lawrenceville, county of Shefford, 1794.

ADVERTISERS : — Notice to : — Respecting notices &c, 1791.

SPECIAL GENERAL MEETING OF THE : — Lake Champlain and Saint Lawrence Junction Railway Coy, 1808.

AUTHORIZED TO SELL ITS SHARES : — Republic Consolidated Gold Mining Company, 1818.

PRIVATE BILLS, P. Q. : — Notices Respecting the : — Legislative Assembly, 1797 ; Legislative Council, 1796.

APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE : — Christ church Cathedral, 1796 ; Mount Royal Cemetery Coy, 1799.

EXAMINATION FOR THE CIVIL SERVICE OF INDIA, 1795.

INSOLVENTS : — Dme Dumas, 1820 ; Figsby, 1821 ; Girard et al, 1820 ; Grenier, 1820 ; Howard, 1820 ; Lacroix, 1808 ; Leclerc & frère, 1821 ; Liffiton & Co, 1821 ; McGillis, 1821 ; Michaud & Gauvin, 1820 ; Paris et al, 1808 ; The Edward O'Brien Co, 1821 ; Wodon, 1819.

LETTERS PATENT, COMPANIES APPLYING FOR : — Canada Dairy Supply Coy, 1803 ; Ingolf Gold Mining Coy, 1806 ; La Cie de Pulpe de Péribonka, 1804 ; La Cie d'imprimerie de Montmagny, 1819 ; La Cie Electrique de Rimouski, 1805 ; La Société Anonyme des Débats, 1803 ; Malone & Robertson, 1807 ; The Gas Appliance

facturing Company, 1802 ; The Quebec Terminal Coy, 1805.

LETTRES PATENTES ÉMISES :—The American Silk Waist Manufacturing Coy, 1795 ; The Legal and financial exchange, 1818 ; The Merchants Advertising Coy, 1794 ; The Metis Lumber Coy, 1795.

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES —The Montreal Transfer Company, 1818.

NOMINATIONS : — *Cour de Commissaires* : — Saint-François, Beauce, 1792.

Greffier de Cour de Circuit : — Comté d'Ottawa, 1791.

Juges de Paix : — Districts de Montreal, 1791 ; Ottawa, 1791 ; Québec, 1792.

Membre du conseil de l'Instruction publique : — Hon. J. E. Robidoux, 1792.

PROCLAMATIONS — Convocation des chambres *pro forma*, 1793 ; Cour de circuit établie à Cheneville, comté d'Ottawa, 1792.

SÉPARATIONS DE BIENS : — *Ducs Achin vs Briau*, 1801 ; *Bisson vs Turcotte*, 1819 ; *Cadioux vs Desjardins*, 1800 ; *Couture vs Boulet*, 1802 ; *DeLadurantaye vs Rochon*, 1802 ; *Giguère vs Plamondon*, 1800 ; *Légaré vs Légaré*, 1800 ; *Lehrer vs Berlind*, 1801 ; *Petit vs Juneau*, 1800 ; *Plamondon vs Martel*, 1801 ; *Row vs Lemieux*, 1802 ; *Sigouin vs Charpentier*, 1800 ; *Vincelotte vs Daigneault*, 1801.

SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS : — *Dme D'Audrais vs Archair*, 1801.

TERRES DE LA COURONNE : — *Acts of cancellation, etc.* : — Cantons Albanel, 1817 ; Dalnos, 1818 ; Demers, 1817 ; Doibea, 1817 ; Duferin, 1817 ; Hamilton, 1817 ; Normandin, 1818 ; Parent, 1817 ; Pelletier, 1817 ; Taillon, 1817.

VENTE D'IMMEUBLE : — *Laurin et c^{ie} vs Laurin et al*, 1822.

VENTES PAR LES SHERIFFS

ARTHAUSA : — *Morinville vs Baril*, 1809 ; *Piuze vs Dufresne*, 1809.

BEAUCÉ : — *Demers vs Paradis*, 1809.

BEDFORD : — *Moreau vs Cognac et ux^{or}*, 1810.

CHICOUTIMI : — *Dme Lelièvre vs Morel*, 1811 ; *La Briqueterie d'Hébertville vs Brassard*, 1810.

IBERVILLE : — *Dme Roe vs Dme Lamarre*, 1811.

JOLIETTE : — *Beaudoin vs Therise et al*, 1812 ; *Rivard vs Chartier*, 1812.

MONTREAL : — *Dme Godmer vs Sauvé*, 1814 ; *Fernandez vs Lacroix*, 1812 ; *Le Crédit Foncier Franco Canadien vs Guerin*, 1813 ; *Le Crédit Foncier Franco Canadien vs Majeau et al*, 1813 ; *Le Crédit Foncier Franco Canadien vs Majeau et al*, 1813 ; *Libercent vs Vallée*, 1814 ; *Wissmach vs Wood*, 1815.

OTTAWA : — *Dme Bourassa vs Barnes*, 1815.

QUÉBEC : — *Corporation de la paroisse de Sainte-Anne de la Pêrade vs Beaucage*, 1816 ; *Dunn vs Gourdeau*, 1816.

SAINT-FRANÇOIS : — *Fréchette vs Côté*, 1816.

QUEBEC : — Imprimée par CHARLES PAGEAU, Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté la Reine.

Manufacturing Company, 1802 ; The Quebec Terminal Coy, 1805.

LETTERS PATENTS GRANTED : — The American Silk Waist Manufacturing Coy, 1795 ; The Legal and financial exchange, 1818 ; The Merchants Advertising Coy, 1794 ; The Metis Lumber Coy, 1795.

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT — The Montreal Transfer Company, 1818.

APPOINTMENTS : — *Commissioner's Court* : — Saint-François, Beauce, 1792.

Clerk of Circuit Court : — County of Ottawa, 1791.

Justices of the Peace : — District of : Montreal, 1791 ; Ottawa, 1791 ; Quebec, 1792.

Member of the board of Public Instruction : — Hon. J. E. Robidoux, 1792.

PROCLAMATIONS : — Parliament convoked *pro forma*, 1793 ; Circuit court established at Cheneville, county of Ottawa, 1792.

SERPARATIONS AS TO PROPERTY : — *Ducs Achin vs Briau*, 1801 ; *Bisson vs Turcotte*, 1819 ; *Cadioux vs Desjardins*, 1800 ; *Couture vs Boulet*, 1802 ; *DeLadurantaye vs Rochon*, 1802 ; *Giguère vs Plamondon*, 1800 ; *Légaré vs Légaré*, 1800 ; *Lehrer vs Berlind*, 1801 ; *Petit vs Juneau*, 1800 ; *Plamondon vs Martel*, 1801 ; *Row vs Lemieux*, 1802 ; *Sigouin vs Charpentier*, 1800 ; *Vincelotte vs Daigneault*, 1801.

SERPARATION FROM BED AND BOARD : — *Dme D'Audrais vs Archair*, 1801.

CROWN LANDS : — *Notice of cancellation, &c.* : — Townships Albanel, 1817 ; Dalnos, 1818 ; Demers, 1817 ; Doibea, 1817 ; Duferin, 1817 ; Hamilton, 1817 ; Normandin, 1818 ; Parent, 1817 ; Pelletier, 1817 ; Taillon, 1817.

IMMOVABLE SALE : — *Laurin et c^{ie} vs Laurin et al*, 1822.

SHERIFF'S SALES

ARTHAUSA : — *Morinville vs Baril*, 1809 ; *Piuze vs Dufresne*, 1809.

BEAUCÉ : — *Demers vs Paradis*, 1809.

BEDFORD : — *Moreau vs Cognac et ux^{or}*, 1810.

CHICOUTIMI : — *Dme Lelièvre vs Morel*, 1811 ; *La Briqueterie d'Hébertville vs Brassard*, 1810.

IBERVILLE : — *Dme Roe vs Dme Lamarre*, 1811.

JOLIETTE : — *Beaudoin vs Therise et al*, 1812 ; *Rivard vs Chartier*, 1812.

MONTREAL : — *Dme Godmer vs Sauvé*, 1814 ; *Fernandez vs Lacroix*, 1812 ; *Le Crédit Foncier Franco Canadien vs Guerin*, 1813 ; *Le Crédit Foncier Franco Canadien vs Majeau et al*, 1813 ; *Le Crédit Foncier Franco Canadien vs Majeau et al*, 1813 ; *Libercent vs Vallée*, 1814 ; *Wissmach vs Wood*, 1815.

OTTAWA : — *Dme Bourassa vs Barnes*, 1815.

QUÉBEC : — *Corporation of the parish of Sainte-Anne de la Pêrade vs Beaucage*, 1816 ; *Dunn vs Gourdeau*, 1816.

SAINT FRANCIS : — *Fréchette vs Côté*, 1816.

QUEBEC : — Printed by CHARLES PAGEAU, Printer to Her Most Excellent Majesty the Queen.

